

Proétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 8 MAI
DIMANCHE 9 MAI
N° 180 1,50 F
Belgique 15 F
Commission paritaire n° 56 942

LIP
Portes
Ouvertes
Interview de
Charles Piaget,
responsable de
la section CFDT
PAGE 2

Conférence des Nations Unies pour le Commerce Et le Développement

LE TIERS-MONDE AFFIRME SON UNITÉ

Depuis maintenant de longues années, la question du prix des matières premières exportées par les pays du Tiers Monde est au centre de la contradiction qui l'oppose aux métropoles impérialistes. Sur cette question, les débats, apparemment techniques, de la conférence de Nairobi, illustrent bien où en sont les rapports de forces. Les premiers rapports présentés, par le président des Philippines au nom du Tiers Monde, par Kissinger pour les Etats-Unis et par Fourcade pour la France, permettent déjà de s'en faire une idée.

Pour les pays du Tiers-Monde, il s'agit de créer un fonds de garanties de leurs ressources, qui permettrait que le prix de vente de leurs matières premières ne baisse pas par rapport aux produits finis qu'ils importent. Ils demandent que les pays développés financent largement cette compensation du vol qu'ils leur ont fait subir depuis de nombreuses années.

Avant hier, Kissinger avait proposé au contraire, sous prétexte de satisfaire cette demande, de procéder sous la forme de prêts consentis par les pays occidentaux, pour financer un stockage des matières premières par le Tiers-Monde. Ce qui aboutirait à augmenter encore la dette déjà très lourde des pays en voie de développement. De surcroît, il proposait de remettre à plus tard la résolution des problèmes, en «établissant un calendrier d'étude», alors que la situation exige des mesures immédiates.

suite p. 7

GRIFFET, FOUGÈRES, CIP-BAILLEUL, LIP, UNIR LES LUTTES



1^{er} mai à Marseille : Les «Griffet» ouvrent les portes de leur usine à de nombreuses délégations de travailleurs en lutte.

1^{er} mai à Fougères : les «Réo» organisent un grand rassemblement des usines de Bretagne en lutte.

8-9 mai à Besançon Journées «Portes ouvertes» à LIP.

8 mai : Journée «Portes ouvertes» organisée par les CIP-Bailleul.

Plus que de simples réunions par lesquelles la classe ouvrière affirme son soutien à ceux qui luttent, ces rassemblements sont des signes de la volonté des travailleurs d'unir leurs luttes, de rassembler toutes les énergies pour constituer un rapport de forces conséquent face à l'intransigeance de la bourgeoisie. Le pouvoir giscardien, misant sur le découragement, laisse pourrir les luttes ou les réprime sauvagement. Ces rassemblements, ce

début de coordination est une riposte offensive de la classe ouvrière à cette politique.

Ces initiatives positives sont également l'aboutissement d'un combat acharné des travailleurs pour garder la direction de leurs luttes, contre les tentatives de mainmise et de récupération par le P.C.F., LIP, Griffet, Réhault... Autant de coups portés à l'influence du P.C.F. dans la classe ouvrière.

G.P.

TOURS

Elections législatives partielles

Beaucoup de bruit pour si peu

C'est la dernière ligne droite dans l'élection législative de Tours. Cependant, la première impression que l'on a, à Tours, n'est pas celle d'une agitation politique extraordinaire. Loin de là. La réserve vis-à-vis de l'élection de dimanche est générale. D'autres problèmes, plus importants, sont au centre des préoccupations des masses populaires.

UN TAUX DE CHÔMAGE RECORD

Le chômage atteint à Tours des chiffres record. Il frappe au moins 15 000 travailleurs compte-tenu du chômage partiel et des réductions d'horaires. A l'usine de roulement SKF, depuis février 75, deux heures et demie sont chômées chaque semaine et depuis janvier 76, deux jours en plus sont chômés par mois.

suite p. 3

- La politique étrangère de Sauvagnargues : flou et indécision p. 3
- Lutttes ouvrières -Bourgogne-Électronique : élargir le soutien -Griffet : où en sommes nous ? -Orlane : 2 travailleurs en Correctionnelle p. 4 et 5
- Grèce : affaire Panagoulis : le peuple grec se mobilise p. 8
- La vie du journal p. 10
- Notre feuilleton Hon Dat p. 11

Espagne

Telefonica l'assemblée de la lutte

voir p. 12

BRETAGNE : DES LUTTES DE PARTOUT

voir p. 9

Sécheresse catastrophique dans l'ouest

Il n'a pratiquement pas plu dans les départements de l'Ouest depuis mars, le déficit en eau est de trois mois. Ceci risque d'avoir des conséquences catastrophiques : rationnement de l'eau et récoltes faibles en particulier pour le maïs et les betteraves. Ce sont les petits paysans, qui ont toutes les peines à équilibrer leur budget qui seront les plus touchés.

Tremblements de terre en Italie : Des centaines de morts DES MORTS QUI AURAIENT PU ETRE ÉVITÉES



p. 6

INTERVIEW



lip PORTES OUVERTES

INTERVIEW DE CHARLES PIAGET

Recueilli par G. PRIVAT

Nous publions aujourd'hui un interview de Charles Piaget, réalisé le mercredi 5 mai. Cet entretien porte bien évidemment sur des questions importantes qui se posent dans la lutte des «Lip», mais pas seulement. L'attitude face à la répression, la coordination effective des luttes des travailleurs, comment s'opposer aux manœuvres du PCF dans les luttes, et bien d'autres points. Toutes ces questions, on les retrouve, sous une forme ou sous une autre dans toutes les luttes actuellement. Les travailleurs cherchent des réponses nouvelles à leurs problèmes, c'est pourquoi il est si important d'en débattre le plus largement possible.

Même si nous ne partageons pas l'ensemble des points de vue exposés par Charles Piaget, nous pensons utile de confronter nos idées pour faire progresser la réflexion sur toutes ces questions.

QdP : Du point de vue de la lutte, qu'y a-t-il de changé par rapport à 73 ?

Charles Piaget : D'abord, il y a un handicap : on a vécu un long conflit et la perspective d'en mener un autre peut-être aussi long, n'a pas été adoptée du premier coup. D'un autre côté, il y a un avantage d'avoir mené cette longue lutte, c'est qu'une fois que les travailleurs ont compris qu'ils n'avaient rien à attendre que d'eux-mêmes et de leur combat, on bénéficie très vite de l'expérience acquise. On le voit bien maintenant dans les actions que l'on mène, on s'appuie sur tout ce qu'on a fait de positif en 73.

on l'avait fait en 73, dans d'autres conditions. Je crois que le combat aujourd'hui, il est en premier lieu avec ceux qui sont en lutte. En 73, c'était différent, on était pour ainsi dire seuls à se battre.

Deux ans après votre victoire, vous êtes à nouveau obligés de vous battre pour votre emploi. Comment la prise de conscience qu'il faut changer de société, en finir une fois pour toutes avec ce système d'insécurité pour les travailleurs évolue-t-elle à cette occasion ?

Ça évolue, c'est sûr ! On entend de plus en plus dire :

A ton avis, est-ce qu'avec un gouvernement de gauche, vous ne seriez pas obligés de vous battre pour votre emploi ?

Il est certain qu'un gouvernement de gauche ne changerait rien au fait que des patrons fassent le choix d'abandonner un certain secteur de l'économie pour faire des profits ailleurs. On pourrait souhaiter que les conditions soient réunies, en prenant pour centre la lutte des travailleurs, pour exercer une plus forte pression sur le pouvoir des capitalistes. En tout état de cause, c'est la lutte des travailleurs qui peut changer les choses.

Griffet, Réhault, le Parisien Libéré... Il y a de nombreuses luttes aujourd'hui en France. Des rencontres ont déjà eu lieu, d'autres se préparent. Mais ne penses-tu pas qu'il faudrait aller plus loin, coordonner toutes ces luttes, et comment le faire ?

C'est la grande question que l'on se pose actuellement. Il faut arriver à joindre nos efforts pour frapper ensemble. C'est d'ailleurs quelque chose auquel les travailleurs aspirent. A partir de cette exigence, les questions sont nombreuses : quel type de coordination, quelles actions communes ?... Il faut tenir compte des appareils syndicaux qui fonctionnent localement et nationalement, avec leurs habitudes propres. On sait bien que la solution

syndicales se rendent compte de ce besoin. On sait que de toutes façons, il faut qu'il y ait une confrontation des idées, une réflexion collective.

Tu disais que le programme commun n'était pas l'élément fédérateur. Quel est ce rôle alors ?

Le programme commun, c'est une proposition politi-

Dès le début, il y a eu une sorte d'écrasement. Les gars se demandaient ce qui leur arrivait à nouveau. Il y avait peut-être une solution ! Attendons pour voir. A partir du moment où les choses ont été plus claires, il y a eu comme un réveil.

En même temps, il y avait aussi les actions qu'on a commencé à mener. Il faut créer une dynamique. Il faudra tirer le bilan de la

cette question mais, maintenant qu'on a franchi un cran dans la lutte, on voit que les gars reprennent le problème qu'ils recommencent à en discuter sérieusement. Il va falloir que l'on reprenne rapidement la réflexion sur cette difficile question. Je crois que ce qu'il faut essayer de voir, c'est quels atouts on a en main pour riposter efficacement. Par exemple, les journées «portes ouvertes», la popularisation large, ce



que qui est faite aux travailleurs. Ce n'est pas ce qu'il faut pour répondre aux besoins, aux questions que se posent tous les jours les travailleurs dans leurs luttes.

Comment vois-tu l'unité populaire autour des «Lip» ?

Pour nous, c'est indispensable ! Nous sommes convaincus que nous ne sortirons pas victorieux de cette bataille si nous ne gagnons pas la population aux idées que nous défendons. Pour le moment, ça tourne autour de la popularisation, de l'information.

L'unité populaire ne peut se réaliser qu'autour d'un noyau qui se bat pour son problème et qui sache intégrer à sa lutte les revendications de ceux qui ne veulent pas subir la politique capitaliste dans la région. C'est autour d'un pôle vivant, actif, qui se bat et sache placer sa lutte dans le combat d'ensemble, que l'unité populaire peut se faire. C'est vrai, ici, en Franche-Comté, comme c'est vrai en Bretagne avec la chaussure, ou ailleurs... Il faut pour réaliser cette unité populaire que chaque «Lip» devienne un agent propagandiste, actif de ces idées. En ce sens, il y a eu des progrès sensibles ces derniers jours, le collectif militant s'est élargi.

Qu'est-ce qui a permis cela ? Comment peut-on juger la tactique qui a été suivie pendant le mois d'avril ?

tactique qu'on a suivie pendant ce mois, il y a eu certainement des choses à critiquer.

On voit tout de même des démarches différentes à Lip. Il y en a qui proposent des actions, c'est très bien ! Mais encore faut-il que l'on se batte, que l'on se donne les moyens de convaincre pour qu'elles soient reprises. Pour le groupe CGT, par exemple, on souhaite qu'il se rende compte que, au niveau de la lutte, on ne peut se contenter de faire des propositions, si juste soit-elle puisqu'il faut se battre pour gagner la majorité à ces propositions. Ne pas dire ensuite que les gars ne sont pas prêts à se battre parce qu'ils ne reprennent pas forcément d'emblée les propositions qui leur sont faites.

Même si la menace n'est pas immédiate, il y a une question qu'on ne peut éluder, c'est celle de la répression. Comment vois-tu la riposte à une éventuelle intervention policière ?

C'est vrai qu'il y a là un problème qu'on ne peut éluder. On en a discuté avec les copains des cycles Peugeot qui ont été confrontés à la répression policière et on a vu que pour eux non plus, cette question n'était pas résolue.

Pour le moment, on a pris des dispositions pour pouvoir continuer la lutte, se retrouver tous au cas où il faudrait affronter la répression. Jusqu'à maintenant, on était pas tellement préoccupés par

son aussi des atouts contre la répression. On sait que la préfecture suit les affaires de près, qu'elle mesure jour après jour le soutien qu'on a dans la population. Elle sera obligée d'en tenir compte avant de faire intervenir les CRS. Mais, c'est sûr, ça ne suffit pas.

Des «Lip» commencent à parler de remettre sur pieds le comité d'action. Qu'en penses-tu ?

Je ne sais pas si c'est la structure qui convient, mais je pense qu'il serait très bon que des copains et des groupes réfléchissent à la situation et fassent des propositions. Que l'on ne soit pas rivaux à cette réunion qu'on fait tous les matins de 7 heures à 8 h 30, où l'on examine surtout les questions matérielles, ce qu'on va faire et comment on va le faire dans la journée. C'est nécessaire de faire ça, mais il ne faudrait pas que ce soit au détriment d'une réflexion collective. Il faut pouvoir prendre du recul pour pouvoir analyser la situation. Maintenant, quelles structures, c'est secondaire, pourvu qu'elles servent le but qu'on s'est défini.

C'est très important cette réflexion et on en a bien besoin en ce moment. Il ne faut d'ailleurs pas limiter cette réflexion à telle ou telle personne ou à tel ou tel groupe. Toutes les idées sont bonnes à prendre pourvu qu'elles servent le développement de la lutte.



Par rapport au soutien populaire, quel est l'acquis ?

Il y a les travailleurs qui sont en lutte et qui pensent que c'est important que nous entrions dans la bagarre. Et puis, il y a ceux qui ne sont pas en lutte, mais qui subissent la politique des capitalistes et pour lesquels la question de la lutte peut se poser à court terme. Ceux-là, ils attendent de nous qu'on se batte durement et qu'on fasse progresser le combat de la classe ouvrière, comme

Mais enfin, on ne va pas continuer comme ça ! Qu'est-ce que c'est que ce système ! C'est à ce niveau que ça se situe pour le moment. Ce n'est pas encore mûr autour d'un projet précis pour changer ce système, mais il y a des idées et ça évolue beaucoup. En même temps, les gars pensent qu'ils ne sont pas seuls dans ce cas et ça les amène à se dire qu'il y a quelque chose à faire pour changer cette société. C'est aux militants de susciter le débat sur ce projet de société.

tourne autour des centres de luttes qui peuvent coordonner et rassembler autour d'eux. C'est ce qu'il s'agit de mettre sur pied et c'est urgent. On va essayer de se pencher sur la question sérieusement. On sait bien que les organisations syndicales ont toujours eu une peur panique de tout ce qui est coordination, disons horizontale. Mais, de plus en plus, les gars qui luttent et se trouvent confrontés à des problèmes qu'ils ont du mal à résoudre à leur seule dimension, et même les sections

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE :

Intervention de Sauvagnargues sur la politique étrangère

FLOU ET INDÉCISION

Le débat qui a eu lieu jeudi à l'assemblée nationale sur la question de la politique étrangère de la France a bien illustré le flou de la politique giscardienne. Sauvagnargues, qui représentait le gouvernement n'a pas été capable de présenter un projet cohérent, et il s'est borné à donner quelques orientations.

Orientation d'abord réaffirmée, comme la veille par le chef de l'Etat, sur la question de l'indépendance. Sauvagnargues a en effet parlé de «droit à l'indépendance exclusif de toute ingérence». Mais cette référence destinée à apaiser les gaullistes de la coalition gouvernementale, ne peut pas faire oublier l'insistance sur les nouveaux rapports avec l'OTAN. Le ministre des affaires étrangères a d'ailleurs tenu à préciser que «toute ramise en question de l'alliance atlantique et de l'engagement américain comporterait un risque pour la détente».

Dans le contexte mondial actuel, le gouvernement ne peut pas non plus ignorer les aspirations à l'indépendance, l'hostilité aux menaces des superpuissances qui préoccupent les masses de notre pays. C'est pourquoi il insiste tant sur la nécessité de la «sécurité des Français» et met en avant l'augmentation des charges de défense. Mais, d'autre part, l'insis-

tance sur «une poursuite active de la politique de détente» montre combien le pouvoir est disposé à faire des concessions aux USA et à l'URSS. Au moment précis, en effet, où se tiennent à Vienne, les conversations sur la réduction des forces en Europe, entre les deux superpuissances, la détente est moins que jamais crédible ; et continuer, comme le fait le gouvernement, à présen-

ter cette détente comme acquise, cela revient à endormir la vigilance vis-à-vis des deux superpuissances.

Enfin, l'insistance sur le projet européen, qui, en l'état actuel, est réduit presque à néant, a quelque chose de grotesque. Le ministre lui-même a dû reconnaître que «la politique agricole est et reste un élément essentiel de la substance communautaire». C'est dire, eu égard à tous les grands projets d'union européenne, la faiblesse de cette «substance». Dire que «le gouvernement entend faire progresser l'union politi-

que de l'Europe», quand, dans le même temps, le premier ministre allemand intervient grossièrement dans les affaires intérieures françaises, relève aussi de l'imposture.

Enfin de compte, cette nouvelle explication de la politique giscardienne ne surprendra pas les travailleurs : ils savent, depuis sa nomination, que ce gouvernement ne peut, au nom de sa classe, que conduire une politique étrangère impérialiste, réactionnaire, et incohérente.

Paul LEFORT



Chômage : Chirac ment

Selon l'INSEE, la «reprise» de l'économie française se confirme, et devrait être durable. Les patrons se réjouissent : mais les travailleurs n'ont rien à en attendre. La hausse des prix, toujours selon l'INSEE, risque de se poursuivre ; quant au chômage, il va se maintenir au niveau actuel (950 000 chômeurs environ selon les chiffres officiels). C'est en réalité sur la base d'un million et demi de chômeurs que la bourgeoisie compte relancer son économie : et cela, malgré les déclarations de Chirac : «La lutte contre le sous-emploi demeure l'objectif fondamental de l'action du gouvernement... J'entends poursuivre la mobilisation de toute notre administration sur ce sujet et j'y veillerai personnellement». Il y ajoute un nouvel appel à la collaboration de classe : «Cette politique ne peut réussir qu'avec le concours des partenaires sociaux». Mais comment peut-il espérer faire croire aux travailleurs que c'est en retroussant leurs manches pour la reprise des patrons qu'ils réduiront le chômage ! C'est l'INSEE qui le dément par avance !

Paul GAUVIN

GISCARD CHOISIT VERDUN ET NIE LE 8 MAI 45

C'est, aujourd'hui 8 mai, le 21^e anniversaire de la victoire sur le nazisme. L'an dernier, Giscard d'Estaing, prenant prétexte de la construction européenne - elle est belle, aujourd'hui ! - a décidé de ne plus commémorer cette victoire.

Devant la protestation d'ampleur qui a suivi, le président a essayé de maquiller ce nouvel affront fait à la Résistance, à la lutte des peuples contre le nazisme.

Giscard n'a fait en cela que poursuivre l'œuvre de Pompidou qui exprimait publiquement son aversion pour la Résistance et

graciait le collabo-tortionnaire Touvier. Ce que la bourgeoisie voudrait faire oublier, c'est aussi qu'elle s'est largement compromise, sacrifiant l'indépendance au maintien de l'ordre bourgeois.

Cette année, après avoir redonné vigueur à la célébration impérialiste et chauvine du 11 novembre, Giscard n'a rien trouvé de mieux que d'annoncer l'organisation pour le 13 juin, du 60^e anniversaire de la boucherie impérialiste de Verdun. On voit donc, encore une fois, quelles guerres il choisit, quelle France il vénère et commémore.

Municipales MITTERRAND ET LE CERES DE NOUVEAU DIVISÉS

On aurait pu croire entrées les divergences entre la direction du PS et sa minorité, le CERES, sur la question des municipales. Le CERES, en effet, avait accepté d'annuler la réunion spéciale qu'il avait prévue sur cette question, pour se ranger, en apparence aux vues de la majorité, le 3 avril dernier.

La controverse a repris lors de la réunion du bureau exécutif de ce parti, mercredi - la divergence porte sur

l'étendue des entorses à faire au principe des candidatures d'union de la gauche. Le CERES, en effet, défend systématiquement cette union de candidature tandis que la tendance majoritaire préfère se réserver toute latitude de tripotage électoral.

On saura ce qu'il en est de ce rebondissement lors du prochain congrès du PS qui se tiendra à Dijon, les 15 et 16 mai prochains.

en bref...

LA PRESSE MUSELÉE

On se rappelle les récents coups de téléphone de Poniowski pour menacer d'interrompre les émissions de radio si les journalistes dénigraient la police dans les manifestations. Le journaliste Philippe Simonnot du «Monde» a été licencié sur insistance de Fourcade. Enfin, on apprend que Mousset, porte-parole de Poniowski, vient d'être nommé cadre à la Sofirad, société qui contrôle Europe 1 et Radio Monte Carlo. C'est la société libérale avancée !

Le commissaire Masoni était chef d'un groupe de barbouzes chargé de la lutte contre les révolutionnaires ; il entre maintenant au cabinet de Chirac : il aura pour tâche d'assurer la liaison entre le premier ministre et la DST, les RG, la Sécurité Militaire, le SAC et le Service de Sécurité de l'Etat. Les barbouzes ont le vent en poupe.

suite de la une

TOURS :

Beaucoup de bruit pour si peu

La perte de salaires est de 300 à 400 F par mois. Depuis 15 ans, aucune grosse entreprise ne s'est installée dans la région. La plus importante usine, Michelin, est située à Joué-les-Tours. Royer a fait le choix délibéré d'implanter des usines de 50 ouvriers par peur des retours de bâtons électoraux. L'un des éléments de cette sous-industrialisation est la place prépondérante du bâtiment. Il vient en tête des activités, avec près de 20 000 salariés. Le chômage est d'autant plus dramatique que Tours est une des villes les plus jeunes de France. Un grand nombre de jeunes vont travailler à Paris.

Depuis quelques années, les luttes se développent à Tours et dans sa région. A Forclum, trois semaines de grèves, à la Cofal à Loches, à Schmidt où la police intervient contre les grévistes et occupe l'usine. Chômage, bas salaires, Tours n'est pas une ville heureuse. Elle occupe le 6^e rang en France pour le taux des suicides.

C'est dans ce contexte que Royer, maire de Tours depuis 15 ans, brigue à nouveau le poste de député. Malgré son électoral traditionnel (commerçants, cadres, artisans sont légion), ses résultats ont fondu depuis 62 : de

62,28 % des suffrages exprimés en 1962 à 51,20 % en 1973. Face à Royer, sept autres candidats. D'abord, Paul Lusseau, du PS, qui mène la bataille en gestionnaire capitaliste, chiffres dans une main, programme municipal dans l'autre ; jouant l'homme «responsable», il est en train de gagner la confiance de nombreux petits commerçants.

Le candidat du P«C»F, c'est Vincent Labeyrie, professeur d'écologie, flanqué, pour ne pas perdre de suffrages populaires, d'un ouvrier comme adjoint. Labeyrie, c'est l'homme qui a troqué la faucille et le marteau contre le point vert sur ses affiches. Sur affiches à fond vert, il pose en pied et en blouse blanche, à côté de son adjoint en bleu d'ouvrier. Cette démagogie grossière irrite beaucoup de travailleurs.

Trois ouvriers de Forclum, militants CGT, m'ont déclaré : «Quand on a fait grève trois semaines, ils ne nous ont pas soutenus, maintenant il voudrait qu'on vote pour eux». «Je ne crois pas à cette élection, c'est un grand cinéma, les vraies solutions sont ailleurs, la lutte, la révolution, mais ça, ils n'en veulent pas !»

Ici, tout le monde s'accorde à penser que Royer sera mis en ballottage, que le PS connaîtra sans doute une poussée.

Dimanche soir, il sera intéressant de voir où en sont les rapports de force électoraux entre partis bourgeois.

Un peu irrités de tant de bruit pour si peu de chose, les travailleurs de Tours, attendent que s'éteignent les projecteurs du grand cirque électoral.

Pierre PUJOL

RENAULT : UNE MULTINATIONALE QUI SE PORTE BIEN

La Régie Renault étend ses tentacules. Sa dernière acquisition est la société italienne Carraro qui produit des tracteurs. Employant 650 ouvriers, sa production annuelle est de 2 000 tracteurs et de 3 000 ponts.

● La société Tesa de matériel électrique qui emploie 130 ouvriers à Beaumont sur Sarthe vient de déposer son bilan. Ces ouvriers, en majorité des femmes, vont se retrouver au chômage.

● A Toulouse, c'est le 18 mai que le Conseil de l'Ordre rendra son jugement dans le procès qui l'oppose aux douze médecins qui refusent de payer leur cotisation.

UN AMBASSADEUR PARTICULIER

Le nouvel ambassadeur US en Suisse, qui vient d'être nommé, était en poste au moment du coup d'Etat fasciste au Chili. Les milieux de gauche en Suisse ont dénoncé sa présence qui pourrait, en outre, être à l'origine d'intervention en France et en Italie, à l'occasion de changements politiques.

L'Etat tenancier de tripôt

L'Etat est bien le plus grand tenancier de tripot de France. Il y a quelques mois, le «quarté» ; on parle de paris sur les matches de football... en attendant, voici le «loto». Les gains seront dispensés d'impôts... Mais l'Etat prélèvera 24 % des mises. Comme pour tous les jeux de hasard, ceux qui ont le plus de chances de gagner sont ceux qui peuvent miser sur le plus grand nombre de combinaisons. Outre une source de revenus pour l'Etat, le loto est un «miroir aux alouettes» pour ceux qui attendent de la «chance» une amélioration de leur sort.

LUTTES OUVRIERES

ORLÉANS : DEUX TRAVAILLEURS D'ORLÉANS EN CORRECTIONNELLE

LE SENS DE LA RÉPRESSION

Octobre 75 : les travailleurs d'Orléans passent à l'action. Ils obtiennent satisfaction après 15 jours de grève. Lutte victorieuse menée de bout en bout par les grévistes et bénéficiant d'un soutien large sur l'agglomération. Orléans a donné le feu vert du mouvement gréviste de cet hiver. Aujourd'hui, cette lutte victorieuse représente un acquis pour toute la classe ouvrière d'Orléans.

Sept mois après, c'est encore quelque chose que les patrons ne peuvent supporter. La lutte d'Orléans avait brisé le poids de leur chantage.

Ils avaient utilisé la répression en faisant donner les flics contre le piquet de grève. Maintenant, c'est la «justice» qu'ils utilisent. Et le jugement rendu en correctionnelle, mercredi dernier, montre qu'elle obéit bien.

Voyons les faits : au début de la grève, les travailleurs installés en piquet face à la boîte voient foncer sur eux une «504», alors que des triangles de signalisation ont été installés pour prévenir les automobilistes. Les travailleurs reconnaissent au volant un couple de cadres non grévistes, l'accident est évité de justesse. Deux heures plus tard, ces cadres récidivent et échouent une nouvelle fois. Aussitôt, deux grévistes, dont un a failli passer sous la voiture se rendent alors au domicile du couple reconnu et arrivent au moment où celui-ci vient de ranger sa «504» au garage (ces gens affirmeront à l'audience qu'ils revenaient de chez une amie et il n'y eut bien entendu que le juge pour les croire). Suit alors une altercation, les deux grévistes traitant alors les deux cadres d'assassins. Pour toute explication, ceux-ci en viendront aux coups. Évidemment, pour la justice bourgeoise, l'audience n'avait à juger que la deuxième phase de l'épisode puisque personne n'était passé sous la voiture.

LA JUSTICE BOURGEOISE EN ACTION

Tout le monde s'est retrouvé mercredi dernier au

tribunal, les deux cadres assistés de la direction d'Orléans, comme par hasard, accusant les grévistes de les avoir frappés et demandant des dommages et intérêts. En face, les deux travailleurs ayant failli se faire écraser, se retrouvent au banc des accusés.

Ils sont condamnés à des amendes de 600 F et 1 000 F avec sursis pour l'un d'eux.

«NOUS NE POUVONS PAS FAIRE CONFIANCE A CETTE JUSTICE !»

Laissons parler un délégué d'Orléans, présent à l'audience, s'adressant à la sortie à un avocat : «Vous voudriez en plus que l'on fasse confiance à cette justice là. Vous avez vu, il y a d'un côté les riches, les patrons et de l'autre, nous, les ouvriers, les pauvres». Une autre fille d'Orléans : «Les peines accordées sont simples, c'est inversement proportionnel au salaire, plus on gagne, moins on paye».

Enfin une autre, livrant ses impressions sur l'attitude des juges : «Vous vous rendez compte, quand notre avocat parlait, le juge dormait et le procureur, baillait et se rongait les ongles».

Inutile de préciser que l'affaire n'est pas terminée : ceux d'Orléans avaient déjà débrayé une heure le matin, en signe de solidarité. Et maintenant, c'est unis, comme avant la lutte, qu'ils vont prendre en charge la riposte en commençant par une collecte pour payer les amendes.

Corresp. Orléans

CGCT A MASSY : ÉTENDRE LA GRÈVE DES PRESSES !
Depuis six semaines, à Massy, les ouvriers de la Compagnie Générale de Construction Téléphonique sont engagés dans l'action sur les deux postes de presses, pour 200 F pour tous. En fait une telle revendication pourrait unir toute l'usine : c'est ce qu'essayent de faire les grévistes, notamment depuis le 19 mai... Après la lutte de l'usine de Rennes, il y a quelques semaines, le trust ITT-CGCT est ébranlé à nouveau...

● IDÉAL-STANDARD (Aulnay) : 23 travailleurs traduits en référés ! Depuis octobre 75, les travailleurs d'Idéal-Standard à Aulnay occupent leur usine, exigeant le maintien de tous les emplois. Depuis sept mois, ils bloquent les stocks. Or, une société vient de faire savoir qu'elle serait intéressée par ces stocks... C'est dans l'espoir de faciliter sa tâche que le 12 mai, 23 grévistes de l'usine seront traduits en référés. Le 12 mai, nous serons tous aux côtés de nos camarades pour empêcher cette atteinte contre notre droit à lutter !

BOURGOGNE-ELECTRONIQUE (Dijon) :

Contre les menaces de 23 licenciements

ELARGIR LE SOUTIEN

Hier matin, comme chaque jour, depuis que la direction leur interdit l'entrée de l'usine, les 23 se trouvaient à la porte de B.E. Avec banderoles et prises de parole, ils entendaient montrer qu'ils ne cèdent pas aux menaces de la direction, qu'ils sont bien décidés à ne pas se laisser déposséder de leur travail. Et ils ont recommencé à 13 H pour l'entrée de l'équipe de l'après-midi. Ainsi le contact reste noué entre ceux que la direction veut exclure et ceux qui restent. Les 23 savent ce qui se passe dans l'usine, ce que pensent les ouvrières.

Dans l'usine même, la direction tente de faire régner la terreur. C'est ce

que disait une fille : «Maintenant que les délégués sont partis, c'est la

répression !» Face à cette répression, la combativité demeure. Les idées ne manquent pas pour montrer que les 23 font toujours partie du personnel. Ainsi, une fille propose de prendre des plateaux à la cantine et de les porter aux camarades licenciés, pour qu'ils puissent manger sur place pendant leur prise de parole. Les travailleurs de Lip ont invité ceux de B.E. à leur journée

«portes ouvertes» : ce sera l'occasion d'un échange sur leurs luttes respectives.

Du point de vue juridique, on attend pour lundi la réponse du référé introduit par l'avocat de la CFDT. Celui-ci a demandé au Conseil des Prud'hommes d'arrêter les procédures de licenciement, et d'ordonner la réintégration de ceux qui ont déjà été licenciés. De plus les travailleurs ont fait constater par un huissier que la direction les empêchait d'entrer au C.E. et au local syndical. Il est donc désormais possible de l'attaquer en justice pour délit d'entrave. C'est une des armes dont les travailleurs sauront se servir pour faire pression sur la direction. Combinés avec le combat de masse, et soumis à la direction de celui-ci, les arguments juridiques peuvent être un atout entre les mains des 23.

Mais plus que jamais se fait sentir la nécessité de ne pas restreindre l'horizon de la lutte, un large soutien sera nécessaire pour obtenir la réintégration des ouvriers.

Stéphane RAYNAL



TOUS AUX JOURNÉES «PORTES-OUVERTES» CHEZ LIP : SAMEDI ET DIMANCHE DANS L'USINE DE PALENTE

Ils viendront de toutes les régions de France, eux qui luttent ou qui ont lutté avec fermeté et résolution

- contre le chômage : Griffet, Caron-Ozanne, Réhault...
- pour arracher des augmentations de salaire substantielles : Bourgogne-Electronique, Cycles Peugeot...

Tous ont affronté l'intransigeance patronale, les exactions de la police de Poniatowski... Tous, ils ont la volonté de vaincre, d'imposer des reculs significatifs à la politique de crise de la bourgeoisie.

Les Lip les ont appelés à se rassembler. A Palente, samedi et dimanche, leur présence aux côtés des délégations de viticulteurs du midi, sera le procès de la «société libérale avancée».

Venez les soutenir, venez discuter avec eux... Participez nombreux à ce carrefour des luttes !

LES EMPLOYÉS AUX CÔTÉS DES OUVRIERS

Un autre des aspects intéressants de la lutte de B.E., est la part qu'y ont prise certains jeunes employés des bureaux, dont 4 sont licenciés aujourd'hui. En particulier, les employés du service paye, ce qui gêne la direction et un employé du service stock qui venait de faire un stage très spécialisé à Paris et dont le licenciement a été imposé à la direction locale par la direction générale, malgré la gêne considérable que cela fait dans les expéditions.

Ces jeunes employés ont mis leurs capacités au service de la grève en finissant les payes alors que la grève était déjà déclenchée... en assurant la gestion comptable des collectes et leur répartition tout au long de la grève. Comme le disait M. employé, à propos des licenciements : «Leur justice, c'est celle des patrons, les illusions qu'on a pu nous donner à l'école sur le droit, elles sont bien perdues. Ils nous licencient pour faire un exemple, pour que dans les bureaux, ils puissent dire après «ne faites pas grève, regardez ce qui est arrivé aux autres»... Ça faisait 15 ans que les employés n'avaient jamais fait grève dans cette boîte... Ils ne l'ont pas digéré...»

SMN (Caen) :

Le patron a peur de la grève générale les travailleurs aspirent à diriger leur lutte

A la Société Métallurgique de Normandie, à Caen, la situation reste bloquée. Le patron propose des miettes et s'est heurté à la combativité des travailleurs de plusieurs services, qui ont refusé le lock-out et ont obtenu satisfaction.

Mais l'absence de bilan des luttes sectorielles de l'an passé, laisse les travailleurs pessimistes, sans perspectives. Certains parlent d'occuper si le patron «nous met à la soupe», et disent «il faut

qu'il reparte comme en 68».

Pourtant, la situation est radicalement différente. Le patron qui était en position de force lorsque ces mouvements étaient isolés (gare, Train Fil 2, BPE) a pu les mener au pourrissement et à l'échec (les gars ont repris sur des miettes). Mais aujourd'hui, le patron est sans doute beaucoup plus faible, car le mécontentement est général et les revendications (500 F pour tous, 5^e équipe pour les

feux continus) sont celles de tous les gars et le patron a peur que le mouvement ne devienne une grève générale.

Un meeting, mardi, a rassemblé devant les grands bureaux, 1 500 travailleurs très combatifs, qui ont fait bloc devant la grille pour obliger le patron à négocier, avec une délégation CGT et CFDT. Cette négociation n'a rien donné.

Judi, a eu lieu une grève de 24 H appelée par la CGT et la CFDT, mais la

plupart des travailleurs sont restés chez eux par manque de mobilisation. Cette grève qui était placée dans le cadre de la journée nationale d'action a semblé parachutée, sans raison, pour les travailleurs. Beaucoup de travailleurs ne veulent pas partir en lutte parce qu'ils sentent bien que la direction de la lutte leur échapperait. Et c'est le problème majeur que nous devons résoudre. Les travailleurs pour vaincre, doivent diriger la lutte.

Cellule S.M.N. du PCR

LUTTES OUVRIERES

LA LETTRE DE SÉGUIY A CHIRAC

UN NOUVEAU COUP DE POIGNARD DANS LE DOS DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Dans une lettre envoyée à Chirac et parue dans l'Humanité du 6/5/1976, la direction révisionniste de la CGT se propose ouvertement pour briser la grève des foyers moyennant quelques concessions.

Après s'être élevé hypocritement contre les mesures d'expulsions, Séguoy passe outre la volonté des résidents de négocier globalement en proposant comme le gouvernement des négociations locales...

«Comme l'ont démontré les 304 résidents du Foyer Allende de Saint Denis, il est possible de payer un loyer correspondant aux moyens des travailleurs et de parvenir à un accord sur un règlement intérieur garantissant leur liberté».

Pour mémoire, le foyer Allende est le seul foyer que le PCF a jusqu'ici réussi à entraîner à se désolidariser des autres. Cette proposition revient à affaiblir le mouvement des foyers qui tire toute sa force de son unité dans la lutte.

La suite de la lettre n'est pas moins crapuleuse. Séguoy se permet de traiter le comité de coordination que les travailleurs se sont donné, «d'irresponsable et de douteux».

«La CGT n'a rien de

commun avec les groupes irresponsables et douteux cherchant à exploiter cette situation...», reprenant les arguments de Poniatowski selon lesquels les travailleurs immigrés en lutte ne peuvent être que de la pègre ou des repris de justice.

Elle se termine par des propositions de négociations directes entre le gouvernement et la direction du syndicat.

«Une délégation de la CGT est prête à vous rencontrer d'urgence afin de discuter de ces graves problèmes et de solutions qu'ils appellent».

Et cela alors que les travailleurs se sont donné démocratiquement un comité de coordination composé de délégués, en AG... pour négocier avec la Sonacotra.

Que les travailleurs puissent mener des luttes d'ampleur, de façon autonome face aux révisionnistes, les gens du PCF ne peuvent le supporter et préfèrent se ranger aux côtés du gouvernement pour briser leur lutte.

Cette attitude du PCF par le biais de Séguoy doit être largement dénoncée auprès des travailleurs et à l'intérieur de la CGT elle-même.

Pas de négociations séparées. C'est au comité de coordination de négocier l,

RÉPRESSION DU PS CONTRE LE PCR DANS LES SECTIONS CFDT

Jeudi, certains camarades de la cellule SACM, militants CFDT apprennent par la bande qu'ils sont exclus définitivement de la CFDT...

Renseignements pris auprès d'un délégué CFDT, celui-ci avoua : «C'est le bureau de la Métallurgie du Haut-Rhin qui a pris cette décision et ce, en accord avec les membres du PS de la section CFDT».

Comme motif : «Nous affaiblissons le syndicat». Et puis avec le Congrès Confédéral, l'affaire du PCR sera réglée au niveau national.

C'est là encore une atteinte à la liberté d'expression dans le syndicat et cette décision est antistatutaire dans la mesure où elle n'a pas été ratifiée par une AG de section. La véritable raison de ces exclusions, c'est la remise en cause par les camarades de l'orientation que tentent d'imposer les réformistes du PS : la grève de pression par débrayages successifs alors que la combativité était grande ; refus des AG de travailleurs du Comité de grève ; aucune discussion sur les revendica-

tions ; leur refus du fonctionnement démocratique de la section et leur responsabilité dans l'échec de la dernière grève ont eu pour conséquence le doublement des abstentions aux élections des délégués du CE.

Cette décision arbitraire d'exclusion fait suite à toute une série d'autres manœuvres visant à empêcher les révolutionnaires de contribuer à la direction du syndicat : refus de présenter un délégué malgré une pétition de 180 signatures appuyant sa candidature.

Refus de l'entrée de révolutionnaires au conseil syndical. «Vous avez le droit de payer le timbre et de vous taire !» Une véritable chasse aux sorcières dans le syndicat : «Tu es du PCR alors tu ne peux pas faire partie de la commission jeunes», etc...

Ces événements révoltent les travailleurs et contribuent à isoler les réformistes. Les travailleurs ne se laisseront pas confisquer le syndicat par le PS et ils y imposeront une véritable vie démocratique.

Correspondant

Griffet : 14 mois d'occupation

OÙ EN SOMMES-NOUS ?

A l'heure où les Griffet ont remporté une victoire incontestable par le rassemblement populaire les 1^{er} et 2 mai dans l'usine occupée, il est nécessaire de faire le point. 5 à 6 000 personnes enthousiastes sont venues dans l'entreprise à l'appel de l'inter-syndicale et ce, malgré le désaveu de dernière minute des délégués, malgré le silence organisé par la presse régionale ; c'est là un succès qui a une importance capitale. Par leur propre mobilisation, en ne négligeant aucun moyen pour faire connaître leur lutte (participation à toutes sortes de meetings, rencontre avec des étudiants, des lycéens, des collégiens des CET, contact avec des paysans en lutte, les Griffet ont fait la preuve que l'unité populaire, c'est avec les travailleurs en lutte qu'on peut la construire.

C'est à partir de leur propre combat, de leur refus de la fatalité, du chômage, qu'ils ont pu rallier à eux tant de monde. Tous ceux qui étaient de près ou de loin touchés par le chômage, ont eu la possibilité de tenir un stand dans l'usine, de participer aux débats sans aucune exclusive. La seule exclusive, c'est la «Marseillaise» (journal local du P«C»F) et l'Union Départementale CGT qui l'ont décriée. Finalement ils en ont été pour leurs frais. Des milliers de jeunes ouvriers sont venus soutenir les Griffet. Où était-il alors le «grand Parti des travailleurs» ?

Il a brillé par son absence, solidaire en cela de son compère, le PS, qui n'a pas daigné non plus se déplacer.

COMMENT CONTINUER LA LUTTE ?

Le succès du rassemblement populaire ne suffit pas à lui seul pour résoudre tous les problèmes posés au sujet de la continuation de la lutte. En effet, la bourgeoisie manœuvre : après avoir formellement promis des stages de formation FPA, dans l'usine, la décision semble traîner.

On se demande finalement si ces stages vont bien avoir lieu. En effet, il y a aujourd'hui des dizaines et des dizaines d'usines occupées en France. Si la bourgeoisie lâchait quelque chose à Griffet, il est bien évident qu'elle se verrait prendre le risque de se voir imposer partout des stages dans les usines occupées. C'est le droit d'occuper une usine en liquidation qui serait ainsi reconnu.

Alors les Griffet ne pourront certainement pas voir la bourgeoisie céder sans lutte et surtout sans une lutte d'ensemble. Déjà, une motion a été signée avec Lip, Caron Ozanne, le MIVOC, le CREA, (Centre Régional pour l'Enfance Inadaptée) en vue de coordonner toutes ces luttes. Cet exemple aussi peut faire tâche d'huile. Aujourd'hui, les Griffet vont à Lip. Un car entier se remplit avec des travailleurs, des lycéens, des

QUELLES SONT LES TÂCHES À PRENDRE EN MAINS ?

Mais, où se trouve la solution à tous ces problèmes ? La solution se trouve dans les idées mêmes des travailleurs et de tous les travailleurs. Résoudre immédiatement les problèmes d'argent par le redémarrage de la production, peut être, tout en continuant la popularisation : les deux idées ne sont nullement contradictoires, et tout le monde prend sa place dans la lutte. Et pour cela, il est nécessaire de tenir compte des contradictions internes. Les anciens de chez Griffet qui ont des dizaines d'années dans l'usine n'ont pas la même

d'hui d'aller encore plus loin : comité de lutte, commissions diverses, toutes ces idées sont en l'air. Gagner c'est possible : c'est par la discussion, par l'organisation démocratique de la lutte que les Griffet y parviendront. Le P«C»F n'a pu imposer sa conception défaitiste. Et certains éléments de son parti se sont ralliés à une conception offensive, semble-t-il.

Mais la nature profonde du défaitisme n'a pas été remis en cause : se lancer résolument dans l'action, impose que l'on veuille réellement faire payer sa crise à la bourgeoisie, car elle ne lâchera rien qui ne lui sera arraché. Les tâches qui attendent aujourd'hui, les Griffet : trouver



donner à ce mouvement ? Si l'on cherche à coordonner les luttes, s'agit-il simplement de leur donner plus de publicité ? S'agit-il seulement de préparer l'avenir ? Mais disent certains, il y a le présent. «On n'est plus payé qu'à 35 %. Ça devient impossible de tenir».

Il y a apparemment une contradiction entre la résolution des problèmes immédiats : celle des indemnités de chômage, stages incertains, absence de toute proposition de reprise, et les perspectives à plus long terme : la construction du mouvement d'ensemble. Ce sont ces deux problèmes qu'il est nécessaire de résoudre. Certains proposent de laisser tomber l'idée de coordination pour résoudre les problèmes intérieurs.

«Trouver de l'argent, réfléchir à une solution». (On voit bien l'idée de coopérative). Pour d'autres, le problème est secondaire. «Ce qui compte, c'est la solidarité, la popularisation».

façon de voir que les plus jeunes. Ceux qui ont déjà une expérience syndicale, ont du mal à la faire partager à ceux qui n'en ont pas. L'apprentissage de la démocratie ouvrière est un combat prolongé. Les Griffet ont su se garder de la main-mise des partis de gauche sur leur lutte ; ils ont aussi trouvé des formes d'organisation (assemblée générale), permettant une meilleure démocratie. Il s'agit aujourd'hui

de l'argent par des opérations de solidarité ou autre, imposer des stages ou la prolongation des indemnités à 90 %, imposer la réouverture de l'usine avec tous les travailleurs par la lutte d'ensemble.

LIP, GRIFFET, CARON OZANNE, FOUGÈRES, NON AU CHÔMAGE !

Tous ensemble, les travailleurs feront reculer les capitalistes. A la bourgeoisie de payer sa crise.

MOTION

A l'appel de l'intersyndicale CFDT, CGT, CGC, les travailleurs de GRIFFET ont organisé une grande fête populaire les 1^{er} et 2 mai dans l'entreprise occupée depuis 14 mois pour exiger le redémarrage de l'usine.

Plusieurs milliers de personnes sont ainsi venues témoigner de leur solidarité aux travailleurs de GRIFFET et des entreprises en lutte qui s'y étaient jointes. Des délégations de LIP à Besançon, IDEAL-STANDARD à Dammarie-les-Lys (près de Melun), imprimerie CARON-OZANNE à Caen, LOUCANTOU à Montpellier, du Mouvement d'Intervention Viticole Occident pour les viticulteurs, etc... et de tous ceux qui luttent dans la région marseillaise ont pu au cours de débats partager leurs expériences et tous ont ressenti le besoin d'avoir des rencontres régulières afin d'organiser des actions coordonnées nationalement entre les dizaines d'entreprises occupées souvent depuis de nombreux mois dans toutes les branches d'activité.

INFORMATIONS GENERALES

TREMBLEMENT DE TERRE EN ITALIE DES CENTAINES DE MORTS

victimes de l'imprévoyance criminelle de l'Etat capitaliste

D'heure en heure, le bilan en pertes humaines du tremblement de terre qui s'est produit en Italie dans la province d'Udine, près de la frontière yougoslave s'alourdit. On annonce comme probable le chiffre de 500 morts. Les séismes s'est produit entre 22 h et 22 h 10 jeudi et a été ressentie en Alsace et en Moselle.

A Nancy, les murs de plusieurs immeubles se sont lézardés, mais sans atteindre la gravité des secousses qui ont affecté plusieurs petites villes en Italie, où des immeubles de six étages se sont effondrés, à Majano notamment. A l'hôpital municipal de Gemona, il a fallu évacuer de toute urgence les 400 malades en raison des risques d'effondrement. Des villes plus importantes telle Venise ont également été touchées : coupures d'électricité, coupures des communications téléphoniques. L'aqueduc du Haut Friou a été gravement endommagé, privant plusieurs villes d'eau.

Une telle catastrophe était-elle prévisible ? L'expérience de la Chine montre que oui. Seulement l'Italie n'a pas de dispositif de sécurité, ni inclinomètre, ni magnétomètre. La presse explique cette imprévoyan-

ce criminelle par la prétendue absence de risques sismiques dans cette région. Cette argumentation ne tient pas. La région touchée a déjà connu des tremblements de terre, et elle se situe à la rencontre de deux plaques tectoniques. C'est uniquement parce que ce n'est pas rentable qu'il n'y a pas d'équipement de prévision.

Comment s'effectuera la reconstruction de la zone sinistrée ? On peut être inquiet à ce sujet. En effet, un tremblement de terre avait frappé la Sicile en 68, en 8 ans malgré les milliards de lires débloqués par le gouvernement pour la reconstruction de cette région, les masses populaires sont toujours dans la misère ; par contre, les notables maffiosi se sont rapidement enrichis.

Serge LIVET

La lutte contre l'ordre des médecins

5 médecins normands sont convoqués dimanche 9 devant le conseil de l'ordre pour refus de paiement de leur cotisation. Ils sont menacés d'interdiction, après l'interdiction à vie d'un médecin de Créteil et les sanctions contre 4 médecins de Rennes.

La réunion-débat organisée mercredi à Soteville, à l'initiative des médecins menacés (avec des travailleurs CFDT, de la santé, du planning familial, etc...) a été l'occasion de dénoncer la médecine capitaliste qui ne soigne pas, mais répare à coups de prescription en masquant la cause de la maladie : l'exploitation.

Après le succès de cette réunion, venons nombreux manifester notre soutien dimanche 9 mai à 14 h 30, place des Emmurés à Rouen, contre la médecine capitaliste, pour la mobilisation des travailleurs eux-mêmes sur les problèmes de la santé.

en bref

LE SYNDICAT DES JOURNALISTES

Le syndicat des journalistes a dénoncé les concentrations de journaux et l'encadrement croissant de l'information. Réunis près de Clermont-Ferrand, ces journalistes ont aussi dénoncé la répression et le chômage de leur profession.

UN MARCHAND DE SOMMEIL, à Marseille, logeait quarante travailleurs dans cinq petites chambres, et quatorze Algériens dans un garage, sans sanitaire, à même le sol... pour 80 F par mois. Il ne faisait aucune déclaration fiscale : la police l'a arrêté.

ETUDIANTS

Censier : «Dis leur bien que la grève dure toujours»

Malgré la répression, malgré l'appel à la reprise des cours de l'UNEF, le mouvement étudiant ne veut pas mourir, et la coordination qui s'est tenue à Lyon l'a affirmée une fois de plus. Mais le danger existe que cette volonté de lutte réaffirmée ne soit qu'une volonté de principe, incapable de se donner les moyens de se réaliser.

Au cours du débat politique qui s'est imposé à Lyon, s'est dégagé un pôle de lutte qui, progressivement, rejette l'impasse réformiste et qui recherche des perspectives. Nous publierons lundi, cette plate-forme offensive contre l'université capitaliste.

L'enjeu du mouvement pour la semaine à venir : utiliser les acquis de la coordination nationale pour accentuer la clarification politique dans nos facs et tracer des perspectives concrètes nécessaires si l'on ne veut pas voir le mouvement s'enterrer à court terme.

C'est la première chose que m'a dite un groupe d'étudiants de Censier quand je me suis présenté comme journaliste du «Quotidien du Peuple».

Dans la plupart des journaux, à la télé et à la radio, on dit partout que les cours

Chine : les séismes sont maîtrisés

Le 4 février 75 se produisait en Chine, dans la province du Liaoning un violent tremblement de terre de magnitude 7,3 (le maximum est 9), pourtant dans cette région peuplée, il n'y eut pratiquement pas de morts. La raison en est simple : les experts chinois en s'appuyant sur les données recueillies par les paysans et les ouvriers de la région avaient réussi à prévoir le séisme. Les précautions nécessaires avaient pu être prises.

Comment les Chinois font pour prévoir les séismes, c'est ce qu'ils expliquent dans un article dont nous donnons ici des extraits.

(...) En Chine, le travail sismologique est mené sous la direction unifiée du parti, fondé sur les principes suivants : mettre l'accent sur les mesures préventives ; assurer l'intégration des sismologues professionnels dans les masses ; combiner les équi-

pements locaux et modernes et compter sur les masses populaires pour la prévision et les mesures préventives. (...)

Dans tout le pays, il y a plus de 5 000 stations d'ob-

servation sismique et quelques 45 000 postes avec quelques 100 000 observateurs qui, avec les sismologues professionnels, travaillent nuit et jour pour surveiller les mouvements de l'écorce terrestre et explorer la loi régissant les séismes. (...)

Depuis la mi-décembre 1974, les sismologues chinois ont enregistré un grand nombre de signes précurseurs dans la partie sud du Liaoning. Ayant analysé ces phénomènes, ils ont réussi progressivement à localiser approximativement la date et le lieu du tremblement de terre. Les régions alertées ont commencé en janvier 1975 à prendre des mesures de protection de toute sorte. (...)

Des postes d'observation sismique non professionnels sont nombreux dans les usines, les mines, les écoles, les communes populaires, les équipes d'exploration géologique. Avec l'aide des travailleurs des centres sismologiques professionnels, ces postes fabriquent des équipements de fortune de toute sorte pour mesurer les changements des courants telluriques et du magnétisme terrestre. Par exemple, un «détecteur maison», pour mesurer les courants telluriques, est composé d'un seul ampèremètre et de quelques électrodes plantées sous le sol.

Les postes d'observation non professionnels fournissent les données qu'ils reçoivent aux centres sismologiques de chaque district. Ces derniers, analysent ces rapports et fournissent des renseignements à la station sismologique de la

préfecture ; ainsi se forme tout un réseau d'observation et de prévision sismiques.

De nombreuses personnes observent les anomalies de l'eau souterraine et du comportement des animaux dans la production et la vie courante. Par exemple, durant un peu plus d'un mois précédant le tremblement de terre du 4 février 1975 à Haïtchen-Yingkeou, les habitants vivant dans l'épicentre sismique ont constaté un grand nombre de phénomènes anormaux : des serpents hibernants sortaient de leur trou et mouraient de froid ; des rats apparaissaient par bande ; des canards, des poules et oies ainsi que des bœufs, chevaux et moutons ne mangeaient pas, hurlaient, s'éloignaient de leurs cages ou parcs ; le niveau de l'eau souterraine s'élevait ou tombait brusquement ; l'eau des puits bouillonnait, turbulente et boueuse, et changeait de goût.

Les larges masses populaires, averties par des connaissances sismiques, lorsqu'elles ont vu ces phénomènes anormaux, ont tout de suite renseigné les départements intéressés. (...)

Après une analyse des rapports envoyés par les masses populaires et des données recueillies sur leurs propres instruments, les sismologues peuvent prévoir approximativement le lieu, la date et la magnitude d'un tremblement de terre.

L'intégration des travailleurs sismologues professionnels dans les masses pour la prévision des séismes a ouvert une large voie au développement de la sismologie propre à la Chine.



Réunis près d'un puits, des téléphonistes de la commune populaire de Houtchouang, dans le district de Yingkeou, province du Liaoning, interviewent un vieux paysan qui leur parle de la descente et la remontée du niveau de l'eau dans le puits. Ces téléphonistes participent, en dehors des heures de travail, à la prévision des séismes.

— En fait, cette campagne d'intimidation a un avantage : ceux qui restaient chez eux pendant la grève, reviennent dans la fac, croyant que les cours reprennent ; quand ils voient que ce n'est pas vrai, ils participent à la grève, aux AG, aux discussions.

— Les discussions ont de plus en plus lieu dans les groupes de travaux dirigés plutôt qu'en AG, où les discussions sont trop générales, et où il y a trop de manipulation.

— Par exemple, à l'AG de mardi dernier, l'UNEF-renouveau voulait faire voter la reprise des examens. Au début de l'AG, il y avait cinq cents étudiants : les trois premiers votes organisés n'ont pas donné le résultat que l'UNEF attendait, elle les a déclarés non valables.

Après plus de trois heures de discussion, il n'y avait plus que 200 étudiants : le passage des examens a été voté à une légère majorité.

Mais quand je demande quelles initiatives doivent être prises pour relancer le mouvement, les réponses sont vagues. Une idée pourtant s'impose : il faut sortir du ghetto étudiant.

Dans plusieurs groupes de travaux dirigés, il y a des discussions pour trouver les meilleurs moyens de faire connaître largement les objectifs de notre lutte. Chaque fois que ça a été fait, comme la dernière fois à la gare Montparnasse, on a reçu un très bon accueil. Mais les gens étaient surpris, ils

croyaient que la grève était finie.

Si la nécessité de populariser leur lutte est bien vue par les étudiants de Censier, ils ne la posent pas encore, pour la plupart, en termes d'alliance avec la classe ouvrière. Une des raisons en est la façon dont cette idée a été présentée aux étudiants de Censier par les différents groupes trotskystes.

LES PILOTES EN SÉRIE

Après la mort de trois pilotes de Mirage en trois mois, un autre Mirage s'est écrasé à Luxeuil et le pilote a été tué.

INTERNATIONAL

Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED)

LE TIERS MONDE EN LUTTE

LA DETTE DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

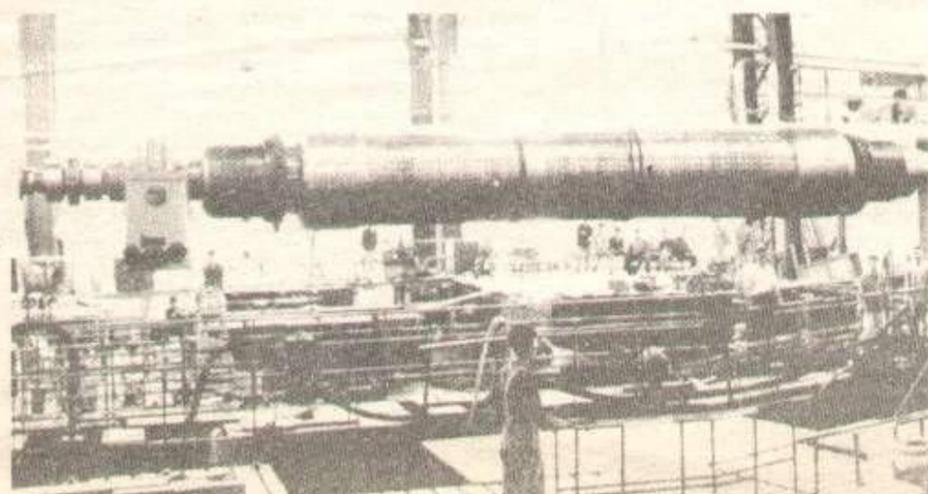
La dette des pays en voie de développement ne cesse d'augmenter. Elle était de 21 milliards de dollars en 1961, de 69 milliards en 1970, elle est de 120 milliards aujourd'hui. Cet endettement s'est accéléré au cours des dernières années.

Non seulement les pays occidentaux ont reporté sur

Pourquoi de telles dettes ? Parce que les pays en voie de développement sont contraints d'emprunter sur les marchés internationaux pour financer, jusqu'à leurs achats en produits alimentaires, pour les plus touchés d'entre eux.

Leurs produits sont payés de moins en moins cher par les pays indus-

La dette augmente avec l'accroissement du déficit des pays du Tiers Monde et vient l'accroître à son tour ; elle est un des maillons de la chaîne qui emprisonne ces pays et les empêche de mettre sur pied et de réaliser leurs plans de développement ; les emprunts qu'ils font à des taux très élevés servent à payer les dettes passées.



Une usine moderne en Chine, un exemple de développement indépendant pour le Tiers Monde...

les pays du Tiers Monde leurs difficultés économiques, en faisant payer leurs produits plus cher, mais en plus ils ont contraint ces pays à emprunter à court terme à des conditions très dures, pour briser leur résistance.

trialisés qui les achètent. Le déficit de 55 pays en voie de développement est passé de 5 milliards de dollars en 1973 à 27 milliards de dollars en 1974. Le paiement de la dette représente 41 % de cette augmentation du déficit.

C'est pourquoi les pays non alignés exigent ensemble que les dettes soient allégées, notamment en annulant la dette publique des pays en voie de développement.

FOURCADE : TENTATIVE DE COMPROMIS

suite de la une

Fourcade, lui, tente d'adopter une position médiane. Il reconnaît l'urgence de «s'engager avant deux ans à conclure des accords sur sept ou huit produits». Il propose effectivement la création de fonds de financement pour sept ou huit produits, et non pas des prêts comme Kissinger. En ce sens, il essaie de se rapprocher du Tiers-Monde. Mais sa proposition reste dangereuse : en séparant les problèmes produit par produit, au lieu d'accepter directement le fonds général de financement proposé par le Tiers-Monde, on en viendrait à laisser seuls face aux puissants importateurs occidentaux les pays producteurs de chacune des matières premières considérées : le jute d'un côté, l'étain d'un autre, etc... Or, la force du Tiers-Monde, aujourd'hui, réside justement dans son unité politique, dans le front commun qu'il oppose à l'impérialisme.

Malgré ses concessions plus grandes que les Etats-Unis, la bourgeoisie française entend bien maintenir les rapports d'oppression qu'elle fait subir aux pays en voie de développement.

D'ailleurs, Kissinger et Fourcade ont souligné l'un et l'autre qu'ils tenaient à faire garantir les biens des

sociétés multinationales dans les pays du Tiers-Monde. Au contraire, dans toutes leurs résolutions, particulièrement celles qui préparent la quatrième ses-

sion de la CNUCED, les pays en voie de développement ont toujours souligné leur droit de récupérer l'ensemble de leurs richesses nationales.

L'URSS, UN AUTRE EXPLOITEUR

A la conférence de la CNUCED, les contradictions entre les exigences des peuples du monde contre le pillage et l'exploitation et les propositions de Kissinger sont apparues clairement. Mais il est utile de rappeler également les positions de l'URSS social-impérialiste à l'occasion des précédentes sessions de la Conférence.

Lors de la deuxième session, le représentant soviétique a soutenu que «la stabilisation des prix devait être acceptable et pour les producteurs et pour les consommateurs», mettant ainsi sur le même plan l'impérialisme et les pays dominés, exploités et exploités. A plusieurs reprises le représentant soviétique a saboté les discussions sur l'indexation des prix des produits manufacturés sur ceux des matières premières.

L'URSS défend aussi l'idée d'une nécessaire «spécialisation de la production» ou «division internationale du

travail», principes qu'elle applique à son profit dans le Comecon. En mars dernier, le représentant soviétique a soutenu que son gouvernement ne pouvait s'engager sur les normes d'aide aux pays du Tiers Monde et sur la solution du problème de leurs dettes, prétendant qu'on ne pouvait mettre sur le même plan l'Union Soviétique et les pays capitalistes occidentaux.

D'après lui, les dettes des pays envers l'URSS correspondent à des accords bilatéraux et ne peuvent se régler que cas par cas : ceci pour éviter une décision générale de report des dettes ; c'est exactement la même position que Kissinger ! La rapacité du social-impérialisme pour récupérer ses créances en Egypte (pour la vente d'armes au moment de la guerre de 73), est bien révélatrice de la manière dont il conçoit le problème des dettes, et plus généralement, l'aide au Tiers Monde.

● **LAOS** : Depuis la libération, les habitants de la région du Haut Laos ont mis sur pied une centaine de petits ateliers textiles, de couture, de machines, et autres branches de production. La classe ouvrière de cette région s'est toujours montrée à la pointe de la lutte révolutionnaire. On cite l'exemple de l'usine alimentaire de la province de Luang Prabang, reconstruite à quatre reprises par les ouvriers eux-mêmes pendant la lutte de libération nationale.

● **CÔTE D'IVOIRE** : Le gouvernement vient de nationaliser la «société ivoirienne de transport maritime», auparavant détenue en partie par des capitaux étrangers : même dans les néo-colonies, les gouvernements en viennent à prendre des mesures allant dans le sens de l'indépendance.

● **ALGÉRIE** : Les deux cadres de la Société Stéphanoise de Constructions Mécaniques, poursuivis pour espionnage industriel, ont été condamnés à dix ans et trois ans de prison.

QUATRE AFRICAINS EXPULSÉS

Les résidents de la Maison d'Afrique (Résidence Lucien Paye) de la cité internationale universitaire, en union avec tous les comités de résidents disent NON à l'expulsion de quatre de leurs camarades.

Le 30 avril à 6 heures du matin, les CRS investissent la maison d'Afrique et enlèvent trois membres du comité de résidents : Batchono, Traoré (Haute-Volta), Vignon (Dahomey). Un autre membre du comité aurait été également expulsé. Motif invoqué : violence et séquestration...

En fait, le 9 avril, le directeur refuse de rembourser la caution de résidents qui partaient. Les résidents refusent et demandent à être reçus par le directeur. Celui-ci s'enferme, prétendant être séquestré. Le soir, les CRS interviennent et emmènent plus de 150 résidents. Le 30 avril, le directeur dissout le comité de résidents.

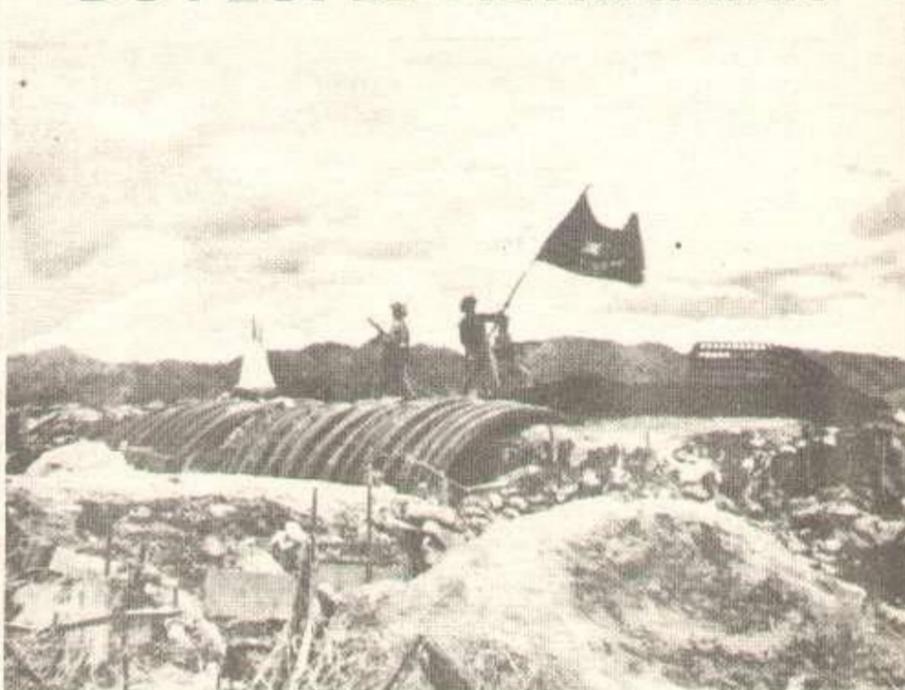
Dans le climat d'insécurité et de tension créé et entretenu par la direction, les résidents de la maison d'Afrique et tous les comités de résidents de la cité universitaire lancent un appel à la solidarité militante et active de tous pour apporter la riposte qui convient.

PARIS

Un meeting de soutien au peuple et aux révolutionnaires espagnols s'est tenu jeudi soir à la Mutualité, avec la participation des organisations espagnoles : Organisation Révolutionnaire des Travailleurs, Parti du Travail d'Espagne, et Drapeau Rouge. A cette occasion, on a notamment pu prendre connaissance des positions qui unissent ces camarades dans leur commune lutte anti-fasciste. Un camarade des Commissions Ouvrières a tracé un tableau exaltant du développement des luttes des masses depuis plusieurs mois, de la magnifique mobilisation du premier mai. Il a montré comment, au sein de ces organisations de masse, réformistes et surtout révisionnistes commencent à se couper des travailleurs par leurs positions de capitulation. Parmi les organisations françaises présentes, le PCRml a exprimé son soutien conséquent à la lutte révolutionnaire des peuples d'Espagne.

Il y a 22 ans : DIEN BIEN PHU

UNE GRANDE VICTOIRE DU PEUPLE VIETNAMAIEN



C'était en 1954, le 8 mai : les forces armées de libération vietnamiennes plantaient leur drapeau sur ce qui avait été le poste de commandement de la base française de Dien Bien Phu. Avec cette victoire militaire décisive, la lutte des peuples d'Indochine contre le colonialisme français touchait à sa fin. Vingt et un ans plus tard, les Etats-Unis étaient à leur tour battus : les peuples d'Indochine étaient libres !

INTERNATIONAL

Palestine occupée : MANIFESTATIONS À JÉNIN

Un couvre-feu installé depuis 10 jours par les autorités d'occupation à Naplouse et à Tulkarm a été levé, à la demande des élus de ces deux villes. Mais à Naplouse, la grille de fer qui sépare le camp où vivent les Palestiniens chassés en 48 de leur terre du reste de la ville a été maintenu, ainsi que le nombre important de soldats sionistes venus spécialement pour réprimer les masses palestiniennes qui se soulèvent contre l'occupation. A Jénin, de violentes manifestations ont eu lieu demandant la fin de l'occupation et soutenant l'OLP. Les manifestants ont encore attaqués les soldats sionistes en lançant des pierres en leur direction.

Au même moment, les colons sionistes toujours présents en Cisjordanie comptent s'installer prochainement à Kaddoum, village de Cisjordanie.

Liban :

Les élections auront-elles lieu ?

Aujourd'hui, en principe, doivent se tenir les élections présidentielles au Liban. Le président de l'Assemblée Nationale insiste pour que ce soit fait à la date convenue, mais une opposition commence à se manifester. Les «forces progressistes» demandent l'ajournement des élections pour que Sarkis, le candidat pro-syrien, ne soit pas élu à cause des «pressions syriennes». Pour régler cette question, Yasser Arafat est parti à Damas jeudi pour discuter avec le président Assad.

Très peu de combats ont eu lieu pendant ces derniers jours, en attendant le résultat des démarches politiques. Mais de plus en plus, la population est consciente que ce n'est pas l'élection d'un nouveau président qui va régler les problèmes soulevés pendant une année de lutte : quelle sera la place du Liban dans la lutte contre l'ennemi sioniste, comment seront les relations avec le peuple palestinien ? Avec l'affirmation de l'Armée du Liban arabe, et le soutien de plus en plus grand qu'elle reçoit de la population, comment sera la nouvelle armée du Liban ? Il est clair que les candidats actuels ne peuvent régler ces questions sans s'appuyer sur les forces patriotiques armées, ce qui est peu probable de leur part.

HOUPHOUËT : ENCOURAGEMENT AU PILLAGE

«L'occident a perdu la guerre en Asie. L'occident vient d'essuyer une défaite cinglante en Angola. Epargnez-nous la guerre sur notre sol et engagez-vous résolument dans la bataille économique». *Surprenant mélange de vérité et de mensonge, d'inquiétude fondée et de fausses menaces, que les dernières déclarations par lesquelles Houphouët Boigny, président de la Côte d'Ivoire, a clôturé son voyage en France.*

C'est mélanger la lutte de libération des peuples, qui a emporté la victoire en Indochine, et l'intervention social-impérialiste, qui a déchainé la guerre en Angola. En rencontrant Kissinger, de retour d'Afrique, après avoir longuement discuté avec le gouvernement français, Houphouët a signifié ses choix. Ce sont ceux qu'il avait déjà réaffirmés en disant : «J'ai des contacts suivis avec les blancs d'Afrique du Sud», au moment où la lutte s'engage en Afrique australe contre les derniers bastions du colonialisme.

Soi-disant contre l'URSS, Houphouët choisit «l'occident»; mais c'est aussi contre les peuples africains, et cela peut tout au plus conduire à faciliter l'intervention soviétique.

Cependant, dans cette politique même, des contradictions existent. Particulière-

ment, sur le rôle respectif à accorder à l'Europe et aux Etats-Unis. Depuis toujours lié à la bourgeoisie française, Houphouët a mis l'accent sur le premier aspect : «Si les Etats-Unis et l'Union Soviétique disposent sur leurs continents respectifs de matières premières, l'Europe a épuisé les siennes, et elle ne peut les obtenir ni de l'Asie, ni de l'Amérique. L'Afrique, insuffisamment exploitée et insuffisamment explorée, demeure le continent de l'avenir grâce à ses immenses possibilités naturelles». On ne saurait mieux exprimer son encouragement au pillage des richesses naturelles de son propre pays par les vieilles puissances coloniales européennes. Certes, cela se couvre d'une opposition verbale aux deux super-puissances; mais pour les peuples, il n'est pas d'opresseur préférable à un autre.

AFFAIRE PANAGOULIS

Les fascistes relèvent la tête

LE PEUPLE GREC SE MOBILISE

Plusieurs centaines de milliers de manifestants, probablement un million, ont suivi mercredi dernier l'enterrement d'Alecis Panagoulis. Les mots d'ordre désignaient clairement les responsables de sa mort : «A bas le fascisme, Caramanlis complice», «Dehors le fascisme pro-américain», «Les Américains dehors tout de suite», «Epuraton totale».

Rappelons qu'au moment où il a disparu, victime d'un prétendu accident de voiture, Panagoulis commençait la publication des archives de la police militaire qu'il détenait. Après des révélations sur un certain nombre de tortionnaires encore en place dans l'appareil d'Etat, il avait annoncé des informations sur les liens d'un certain nombre de militaires et de politiciens fascistes avec les Américains. Averoff, ministre de la Défense aurait été compromis (en particulier dans le coup d'Etat de Sampson à Chypre en 74). Trois jours avant sa mort, Panagoulis avait eu une discussion très vive avec Averoff... Toute la presse parle d'un attentat; le premier ministre Caramanlis a eu l'audace de soutenir la thèse de l'accident. L'homme qui s'est présenté comme responsable de l'accident, Stefas, est bien connu comme fasciste, bien qu'il se soit présenté comme membre des jeunesses révisionnistes grecques.

Mais la mort de Panagoulis, qui a fait preuve d'un grand courage, (en même temps que d'une certaine inconscience en voulant combattre seul), cette mort n'est pas un fait isolé. La réapparition des fascistes, toujours présents dans l'Etat, et sous la forme de bandes armées, est en Grèce un fait évident. Le 28 octobre dernier, jour anniversaire de la victoire sur le fas-

cisme italien, ces groupes fascistes ont couvert Athènes d'affiches, sous la protection de la police. Il y a eu des dizaines d'agressions (à coups de couteau ou de lames de rasoirs), contre des militants révolutionnaires qui distribuaient des tracts ou collaient des affiches. Les fascistes ont également attaqué des piquets de grève à Mantoude près d'Athènes, à l'usine Pitsos à Salonique.

ment interdit du 1^{er} mai a été poursuivi par la police; en s'enfuyant, il a été écrasé par une voiture. Son enterrement mardi soir a été suivi par une manifestation de trente mille personnes. La police a été épurée avec une très grande indulgence: Carathanassis, directeur de la police d'Athènes, est resté en place (c'est même lui qui dirige l'enquête sur la mort de Panagoulis!).

Mitsou, chef de la police à Salonique, a aussi retrouvé son poste. Au niveau du gouvernement, Averoff plaide systématiquement la cause des

Tous ces fascistes, à l'intérieur ou en dehors de l'appareil d'Etat, sont étroitement liés à l'impérialisme américain, comme l'était le régime des colonels. Leur regain d'influence est significatif de pressions US sur le gouvernement Caramanlis, assez lié aux impérialismes européens. Le peuple grec ne s'y trompe pas; dans les manifestations récentes, il désigne son ennemi: le fascisme agent de l'impérialisme américain. Les récents événements montrent bien qu'on ne peut faire confiance au gouvernement pour épurer les fascistes. Les masses se mobilisent actuellement de plusieurs manières: grè-



La police tente d'intimider les manifestants qui suivent l'enterrement de Panagoulis.

LE FASCISME DANS L'APPAREIL D'ETAT

Mais la police ne se contente pas de protéger les fascistes: elle entrave constamment l'exercice des libertés démocratiques. C'est ainsi que la semaine dernière, un lycéen qui collait des affiches pour le rassemble-

fascistes; quant au ministre du travail Laskaris, il a organisé à la sauvette un congrès-bidon des syndicats pour éviter d'y accepter les sections syndicales constituées clandestinement pendant la période fasciste. Des fascistes restent donc à des responsabilités syndicales.

ve des étudiants pour réclamer l'épuration à l'Université, habitants d'un quartier arrachant des affiches fascistes, groupes d'autodéfense. Le peuple grec est de plus en plus conscient de ce que les libertés démocratiques ne s'obtiennent que par la lutte.

Correspondant

P«C»F - Pologne : Encore des contradictions

Le P«C»F n'est pas content. Il critique, dans «L'Humanité», les déclarations du premier ministre polonais lors de son voyage à Paris. «La véritable détente est incompatible avec toute tentative pour porter atteinte aux équilibres existants», avait déclaré Monsieur Jaroszewicz. Les révisionnistes français y opposent, «non le statu-quo, mais la lutte des peuples». «L'attitude des chefs d'Etat français a légèrement contribué au dégel des tensions internationales», avait déclaré le Polonais. La politique de Giscard «est orientée vers l'atlantisme et la petite Europe supra-nationale sous domination allemande», réplique «L'Humanité». «L'intégration économique est un

processus motivé et solidement encadré», affirmait l'hôte de Giscard. «Comment mettre sur le même plan la coopération économique des pays socialistes et l'intégration ouest-européenne?», s'indigne le P«C»F.

Apparaît comme le défenseur de l'indépendance nationale contre les Etats Unis, comme les opposants à l'Europe capitaliste, tels sont les problèmes que le P«C»F a à résoudre. Tâche difficile, à l'heure où il vient ouvertement de prôner «l'amitié et la coopération» avec les Etats unis. Ces impératifs le conduisent aujourd'hui, comme déjà à plusieurs reprises, à entrer en contradiction avec la politique de certains pays

de l'Est, y compris l'URSS; ceux-ci cherchent à utiliser les faiblesses à leur égard du régime giscardien, parfois aux dépens de la politique du «parti-frère» français.

Voici quelques jours, Zagladine, le spécialiste soviétique de la question, prétendait dans la «Pravda» que ce genre de contradictions pouvait aisément être surmontées. Il préparait la réunion des partis révisionnistes européens de Berlin, où il espérait parvenir à un compromis, de façon à maintenir les chances d'infiltration soviétique en cas de venue au pouvoir d'un des faux partis communistes occidentaux. Il semble décidément que ce compromis sera difficile à dégager.

EGYPTE : Les relations entre l'Egypte et l'URSS semblent en train de s'améliorer. Le ministre du commerce égyptien a signé la semaine passée le protocole d'accord commercial, qui fixe les échanges entre les deux pays pour 1976 à deux milliards de dollars, comme l'année précédente. Ce qui fait se rapprocher actuellement les deux pays, c'est leur accord pour la convocation de la Conférence de Genève, en vue d'imposer la «solution pacifique» à la Résistance Palestinienne.

CAMBODGE : Les Philippines, la Malaisie et Singapour ont décidé d'établir des relations diplomatiques avec le Cambodge démocratique.

LUTTES OUVRIERES

BRETAGNE: DES LUTTES DE PARTOUT ...

THOMSON-CSF (BREST) : Débrayages tournant quotidiens sur les classifications...
BRASSERIE KERINOU : L'une des filiales de Société Européenne de Brasserie... Les 110 ouvriers de la Brasserie à Brest sont, eux aussi en grève. Grèves sectorielles également chez ERICSSON (matériel électrique) et à la SOCETAM (informatique)...
 D'autre part, la mobilisation grandit dans tout le Finistère à la suite de la **CONDAMNATION DE 9 MILITANTS CFDT** de l'agriculture à deux mois de prison avec sursis... Ils sont accusés d'avoir participé à une manifestation de soutien aux grévistes du Crédit Agricole, il y a un an. Meetings, réunions d'information se multiplient pour riposter à la répression.

LACHAILLOTINE (CORLAY)
 Les ouvriers et ouvrières de l'abattoir de dindes sont en grève depuis le 22 mars. Le travail est particulièrement pénible, les salaires sont très bas : 8,25 F de l'heure pour les femmes qui gagnent moins que les hommes. Face à un patron qui licencie au moindre signe de mécontentement, les ouvriers exigent la réintégration de 7 travailleurs licenciés, un franc d'augmentation pour tous, des horaires réguliers et décents, l'application des conventions collectives. S'opposant à toute négociation, le patron fait intervenir 35 gardes-mobiles contre les grévistes le 6 avril à 7 heures du matin. Le soutien populaire de tout le pays de Corlay n'a fait que grandir : manifestations en ville, fest-noz de soutien qui a rapporté 1 million AF... La révolte des ouvriers de La Chaillotine, c'est la révolte de tout le pays de Corlay !

A St Brieuc, de nouvelles et sérieuses menaces pèsent sur l'emploi : l'entreprise LA BRIOCHINE (machines agricoles) prévoit 30 à 40 licenciements. Quant à l'usine de vêtements RAULT-MONT-CARMEL, il est de plus en plus question qu'elle ferme : les 350 travailleurs préparent la riposte !
EUROMARCHÉ (SAINT BRIEUC) : UNE VICTOIRE ! A la suite de différentes actions poursuivies sans relâche pendant plusieurs semaines, la direction a fini par lâcher 300 F pour tous ! Forts de cette victoire, ce sont les travailleurs du commerce qui engagent à leur tour l'action dans les supermarchés de la ville...

FOUGÈRES : LES «RÉO» À L'OFFENSIVE CONTRE LE CHÔMAGE !

Début février : après les plus graves menaces sur l'emploi dans les entreprises de la chaussure à Fougères, la liquidation de Réhault est prononcée.
 Le 16 février : les 600 travailleurs, que cette décision n'a pas surpris, commencent l'occupation de leur usine et engagent plusieurs actions de masse afin de faire largement connaître les conséquences des plans de restructuration de la bourgeoisie : la liquidation des emplois, l'asphyxie du pays fougérois.
 Les «Réos» sont décidés à une lutte longue : depuis le 1^{er} mai, ils vendent le stock de chaussures.
 Ils vont sans tarder faire le tour de la Bretagne, rencontrant les ouvriers en lutte, organisant le courant de soutien qui n'a pas manqué de se manifester, comme par exemple le 1^{er} mai au cours de la fête qu'ils ont organisée dans leur usine occupée. Partout, la Bretagne se prépare à les accueillir !

DONVAL (ROSPORDEN) : Les 300 travailleurs de cette usine de chaussures liquidée il y a maintenant 6 mois continuent la lutte pour le maintien de tous les emplois dans l'usine. Le 1^{er} mai, ils étaient avec les «Réos», vendant du chouchen pour développer le soutien financier à leur lutte.

SICCNA (STMALO)
 Il y a un an, le chantier naval de la SICCA a fait faillite. Depuis un an, les actions qui ont été menées par les 450 travailleurs pour maintenir leur emploi ont été largement offensives : occupation du dernier bateau à sortir des chantiers, séquestration du syndic, blocage du ministre Bourges... Eux aussi, ils étaient à Fougères le 1^{er} mai, montrant que c'est par une lutte offensive, déterminée qu'ils arracheront la victoire !

OLIDA (LOUDEAC) : Depuis trois semaines, la lutte s'organise contre le salaire au rendement : les ouvrières ont décidé de couler les cadences.

SAMA (LORIENT) : Dans cette petite usine de métallurgie, les ouvriers sont en grève pour les salaires depuis 16 jours.
CHANTIERS - ATELIERS LA PERRIÈRE (LORIENT) : Débrayages, pour la revalorisation des salaires également, depuis trois semaines...

PARFUMS YVES ROCHER (La Gacilly) : M^r Rocher se vantait de posséder une des rares usines de France qui ne soit pas touchée par la crise. Les ouvriers ne se le sont pas laissé dire deux fois : mardi 5 mai, ils se sont mis en grève à 95 %, réclamant des augmentations de salaire.

MICHELIN (VANNES) : L'action engagée depuis plusieurs mois, avec notamment la grève de 7 semaines, pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail se poursuit aujourd'hui sous la forme de débrayages quotidiens d'une heure par équipe : les travailleurs exigent la levée des sanctions contre trois délégués syndicaux.
BÂTIMENT (VANNES) : Une série de grèves ont lieu dans les différentes entreprises du bâtiment à la suite du refus patronal d'appliquer les augmentations prévues sur les salaires minimum.

BRISONNEAU ET LOTZ (NANTES) : Grèves tournantes pour les salaires...
A.F.O. (RÉPARATION NAVALES À NANTES) : Débrayages contre les menaces de licenciements et de chômage partiel.

BRASSERIE «La Meuse» : Les 300 travailleurs en grève totale depuis le 26 avril occupent leur usine toute la journée. Leurs revendications sont les mêmes que dans les 16 usines de l'«Européenne de brasserie» : l'augmentation des salaires, la prime de fin d'année, le 13^e mois, la prime de vacances... Des actions de soutien ont été déclenchées dans d'autres entreprises de l'alimentation nantaise.

«Réos», Corlay, Brest... l'essor de la combativité ouvrière en Bretagne s'exprime dans de multiples luttes offensives qui s'attaquent de front à la politique délibérée de chômage et de bas salaires. 2 000 chômeurs à Fougères, l'ouvrière de Corlay gagne 8,25 F de l'heure : ces exemples, à eux seuls illustrent de quelle manière le capitalisme en crise engendre la misère.
 «On sent naître une révolte, les gars partent facilement en bagarre, surtout depuis deux mois», reconnaissait un syndicaliste brestois rencontré à Fougères le 1^{er} mai.
 Frapper ensemble... c'est l'aspiration qui se dessine dans ces luttes, à l'échelle de la localité comme à Vannes où la longue grève des ouvriers de Michelin a entraîné un mouvement de grève dans le bâtiment et dans d'autres petites usines ou, plus

largement encore comme à Brest où une riposte d'ampleur se prépare contre la répression anti-syndicale.
 Travailler et vivre au pays... car le capitalisme, c'est aussi le dépeuplement des pays bretons, l'exode forcé pour des milliers de jeunes.
 Aujourd'hui, tous les traits caractéristiques de ces luttes qui éclatent aux quatre coins de Bretagne convergent chez les «Réos», en plein cœur du pays fougérois frappé par la crise.
 L'heure est aujourd'hui à la construction d'une véritable unité populaire pour la lutte, dans laquelle ouvriers et paysans bretons pourront réaliser leur espoir et leur volonté de faire payer la crise à la bourgeoisie !

VIE DU JOURNAL

COMMUNIQUÉS

Le numéro 4 de «Place» est paru

A signaler dans le numéro 4 de la revue «Place» qui vient de paraître une série d'interviews de travailleurs de l'architecture, à propos de la division du travail et des relations entre patrons, dessinateurs et techniciens dans cette branche, question qui est au centre des luttes actuelles dans la profession.

Parmi les autres articles, tous intéressants : un article sur les Foyers SONACOTRA, un article sur les accidents du travail, sur les chantiers du bâtiment et la lutte à mener, un article sur la Révolution Culturelle dans l'Université d'Architecture de T'ongtsi en Chine. «Place» est en vente à la librairie «Dérives», 1 rue des Fossés Saint Jacques - Paris 5^e

Réunion de la coordination nationale des Ecoles Normales

Le 2 mai dernier, s'est tenue la Coordination Nationale des Ecoles Normales. 21 Ecoles Normales étaient représentées : Alençon, Angers, Dijon, Lille, Albertville, Livry-Gargan, Mâcon, Nevers, Aix-en-Provence, Chaumont, Saint Briec, Auxerre, Bourg-en-Bresse, Châlons sur Marne, Bonneville, Montpellier, Troyes, Clermont-Ferrand, Moulins et Melun. Certaines ont déjà fait une ou plusieurs journées de grève contre Haby et sur des problèmes particuliers aux Ecoles Normales.

La plateforme qui a été adoptée à Melun est la suivante :

- nomination des normaliens sortants sur poste fixe et budgétaire correspondant à la formation reçue
- sur la base de 25 élèves par classe
- volontariat pour les postes de titulaires mobiles
- avec remboursement effectif des frais engagés, indemnités quotidiennes, traitement indiciaire correspondant aux charges particulières
- et, nomination par secteur de circonscription
- formation et titularisation immédiates des auxiliaires
- droit de regard et d'action sur la formation et le CFEN (Certificat de Fin d'Etudes Normaliennes)
- abrogation immédiate des réformes Haby et Soisson.

PARMI VOS LETTRES

... Je pense que le courrier des lecteurs est négligé et cela est dommage car, c'est un moyen pour nous, lecteurs, d'échanger entre nous. Je viens de lire «La charte des libertés» du PCF et je trouve cela complètement bourgeois. J'ai pensé le relire à nouveau avec des amis ouvriers à Chausson pour en tirer un article pour le Quotidien du Peuple.

M. Asnières

Le grand succès de la fête de «Rebelles» montre que nous avons eu raison de donner à sa préparation une grande importance dans le Quotidien du Peuple. Il n'était pas juste pour autant que cela se fasse systématiquement au détriment du courrier des lecteurs, et tu as raison. C'est ce qu'il s'agit de rectifier. Nous comptons sur l'article que tu nous annonces.

La main dans le sac

Le camarade d'Asnières nous envoie en même temps ce témoignage :

Si vous allez donner votre sang à l'Assistance Publique, vous vous apercevrez de l'hypocrisie de cette dame qui dernièrement a lancé sa «campagne anti-tabac» avec un grand tapage. Pour cette spécialiste du mensonge, entre autres, il faut lutter contre la publicité qui pousse les gens à fumer, mais aussi élever le prix du tabac pour qu'ils s'abstiennent. Quelle habileté pour justifier la hausse des prix !

Regardons les faits. A l'hôpital Boucicaut, une personne après avoir donné son sang, le personnel lui a offert gracieusement un petit repas, un bon de 5F et enfin un paquet de Gitane et une boîte d'allumettes dont voici les coupons.

Veil peut toujours parler, mais en attendant Gitane profite de la publicité à l'Assistance Publique même. On ne peut supprimer les tares de cette société pourrie. Seul le pouvoir des ouvriers et des paysans, la dictature du prolétariat le permettra.

M. Asnières



OFFERT PAR LE CENTRE DÉPARTEMENTAL DE TRANSFUSION SANGUINE DE PARIS

COMMENT ILS NOUS LOGENT

Cher camarade,

Vous me ferez un très grand plaisir, si vous pouviez faire paraître dans le Quotidien du Peuple, l'article que je vous joins en vue de la création d'un Comité de Lutte dans mon quartier, basé sur des actions concrètes et révolutionnaires.

Lors de l'ouverture de l'autoroute en direction de Marseille, après 7 accidents mortels survenus (sans oublier les autres accidents graves), les habitants de la ZUP se groupèrent tous unis et soutenus par des éléments révolutionnaires et le syndicat CFDT, pour créer des barrages sur cet autoroute, demandant la protection des piétons et la création d'un passage souterrain.

Là nous vîmes réellement l'union dans l'action malgré quelques éléments politiques de syndicat de locataires, PS et PCF qui firent tout pour mettre les bâtons dans les roues. Grâce

à cette action, les habitants obtinrent satisfaction. Depuis, des travailleurs sont expulsés de leur logement ou bien saisis d'une partie de leurs biens pour diverses raisons (non paiement de loyer ou de charges, etc...). Des accidents graves de la circulation se produisent (surtout, sur les principales artères à l'intérieur du quartier) dont des mortels et dûs à la malveillance des autorités malgré leurs publicités à l'ORTF. La pollution s'accroît de plus en plus dans les caves, mais aussi dans le quartier par sa situation d'être ceinture d'autoroute. Il manque de place dans les écoles pour les enfants, qui sont refusés et parfois pour des raisons racistes.

Les syndicats et autres organisations de quartier sont toujours aptes à vous parler de sorties sur la côte en car, obtenir des voix aux prochaines élections (des tracts, la vente de l'Huma par le PCF, où il n'est

aucunement question de la situation des locataires habitant le quartier). Il est évident que pour eux, les propositions de loisirs peuvent permettre d'oublier aux familles leurs soucis de joindre les deux bouts mais qu'ils ne croient pas cela.

Nous ne devons pas oublier les résultats de l'action concernant l'autoroute, mais bien au contraire, nous unir dans un comité de lutte et de solidarité, créé selon des principes réellement démocratiques, où tous voudront bien accepter leurs responsabilités en égal et continuer la lutte pour le bien du quartier et de ses habitants. Tous unis pour un même combat et la vie d'un comité dans notre quartier. Toutes les personnes intéressées peuvent rentrer en contact au :

Lou Cigalou
1^{er} étage - gauche
(face à la chaufferie)
ZUP-AIX

JE M'ABONNE

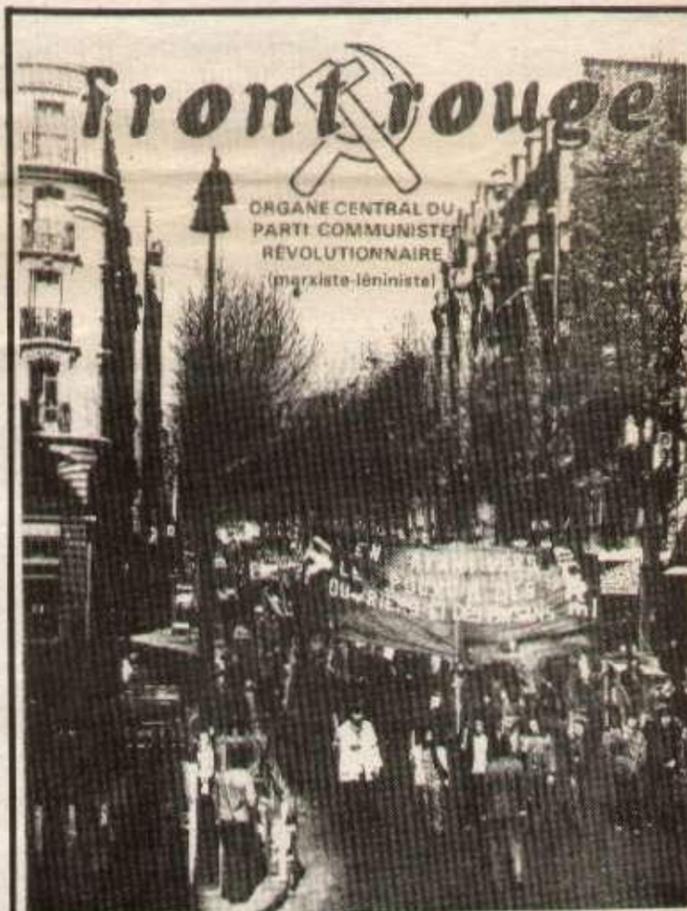
Nom

Adresse

Profession

1 an : 300 F
6 mois : 150 F
3 mois : 80 F
1 mois : 30 F

Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris



N° 5 Nouvelle Série AVRIL 76

EST PARU
PASSEZ VOS COMMANDES

à Front Rouge
BP 68
75019 PARIS
CCP 31 191 14 La Source

Téléphonez au
Quotidien du Peuple
208 - 65 - 61

Un livre très utile:

"LES TRAVAILLEURS ET LA SCIENCE"

Ce livre de petit format, qu'on peut glisser dans sa poche et lire quand on a un moment de loisir, est très intéressant, car il démontre avec preuves à l'appui puisées dans les différents secteurs (maths, physique, biologie) que la science n'est pas sortie du crâne de quelques savants, mais qu'elle pousse ses racines profondément dans la pratique et la réflexion des travailleurs manuels.

Il cite l'exemple de Galilée qui, en regardant les artisans ou bien en discutant avec eux, put vérifier certaines de ses hypothèses et en avancer de nouvelles. De même, au 19^e siècle, Darwin fait circuler des questionnaires imprimés, s'entretient avec de nombreux éleveurs et jardiniers qui agissaient sur la nature par des techniques de sélection, croisement, greffe... et avaient ainsi accumulé toute une somme de remarques et de résultats, fort utiles à un savant qui enquêtait sur l'origine et l'évolution des espèces.

Et comme le dit fort justement François Lurçat, l'auteur de ce livre : «La base

sur laquelle naissent les sciences de la nature, c'est l'expérience accumulée par des millions de travailleurs, anonymes, les connaissances qu'ils ont acquises en travaillant, en observant et en réfléchissant, et qu'ils se sont transmises de génération en génération. Sans cette expérience et sans cette sagesse, sans cette intelligence immense et modeste, il n'y aurait pas de science, pas plus qu'un arbre ne peut naître sans graine».

Lurçat démontre ensuite, et toujours avec des exemples précis et significatifs que la classe dominante refuse cette interprétation et qu'elle essaie au contraire de faire croire que seuls quelques étoiles de première grandeur, quelques génies sont susceptibles de faire progresser l'humanité ; et que d'autre part, elle prend bien soin d'écarter les travailleurs manuels du domaine de la recherche et du contrôle de cette recherche. Quant aux découvertes scientifiques, la loi du profit conduit inévitablement à les dévier, à les manipuler à en faire des instruments de domination pour la bourgeoisie.

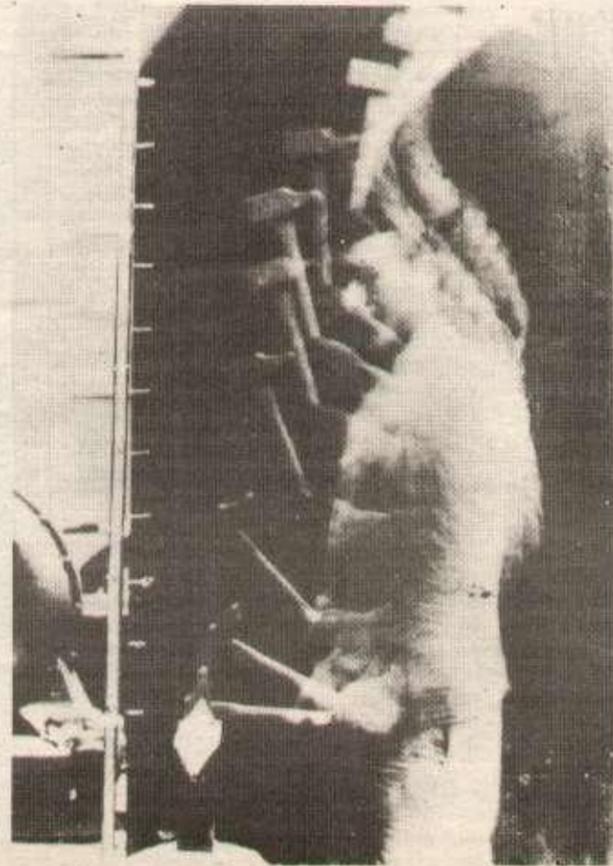
Dans la seconde partie du livre, l'auteur insiste sur le rapport étroit et constant qu'avaient Marx, Engels, Lénine et la réalité de leur époque, avec les luttes ouvrières et les mouvements de libération des peuples opprimés, pour bien montrer le caractère prolétarien de la démarche et du contenu de leurs réflexions.

Ce trop bref ouvrage est complété par une liste d'articles, de livres permettant d'approfondir les différents points abordés par l'auteur, et cela avec d'utiles précisions d'éditions, de pages. Il faudrait que ce genre de livres se multiplie, car ils donnent des armes pour lutter contre les théories du savoir et contre l'enseignement dispensés par la bourgeoisie et contribuer à remettre sur ses pieds la vérité.

Anais Rouard

On peut se procurer ce livre soit dans les librairies, soit en envoyant 5F à l'éditeur qui vous fera parvenir par la poste ce livre :

Coopérative Germinal
180 rue de Billancourt
92100 Boulogne



Des idées ne peuvent jamais mener au-delà d'un ancien état du monde. Pour mener à bonne fin les idées, il faut les hommes, qui mettent en jeu une force pratique. (Marx-Engels : La Sainte famille - 1844).

Télévision

DIMANCHE 9 MAI

TF1

- 16 h 20 - Direct à la une : rugby : Narbonne-Agen
- 18 h 15 - Charlot brocanteur
- 18 h 45 - Nansleberger
- 19 h 15 - Les animaux du monde
- 19 h 45 - Journal
- 20 h 30 - Le train, film français de P. Granier-Deferre (1973)
- 22 h 15 - Questionnaire Olof Palme : la Suède : un succès qui dérange
- 23 h 10 - Journal

A2

- 16 h 45 - Les cavaliers, film américain de John Ford (1959)
- 18 h 50 - Stade 2
- 19 h 30 - Ring parade
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Système 2
- 21 h 50 - Les brigades du tigre
- 22 h 00 - Journal

FR3

- 19 h 00 - Hexagonal
- 19 h 55 - Spécialsports
- 20 h 05 - Les animaux chez eux
- 20 h 30 - Les visiteurs du dimanche soir : paroles, elles tournent
- 22 h 15 - Journal
- 22 h 30 - Cinéma de minuit L'ange de la rue

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Au matin, les partisans viennent de repousser une attaque des rangers contre la grotte. Quyen a été comotionnée par les explosions de grenades.

22^e épisode L'ONCLE HO A LA RADIO

On n'entendait plus les grenades exploser. Rien que des rafales intermittentes de Thompson et des coups isolés de Garant. Quyen se redressa tout d'un coup. Elle avait déjà posé ses pieds à terre lorsqu'une vive douleur la prit à la poitrine. Su apparut :

— Où veux-tu aller ? Qu'est-ce qui t'arrive ?

— Rien... j'ai un peu mal à la poitrine.

— Repose-toi... tu n'as le droit d'aller nulle part.

Su obligea sa sœur à se recoucher, ajoutant :

— Je reviens de là-bas. Tout le monde est sain et sauf. On vient de repousser trois assauts de l'ennemi. Ngan est radieux en apprenant que tu as repris connaissance. Il dit que c'était heureux qu'il pût te retrouver à temps, car tout de suite après, ils ont attaqué.

— Mais j'entends toujours tirer !

— Ce sont les nôtres qui tirent sur les ennemis essayant d'emporter leurs morts. (...)

Ngan s'est endormi après le combat. Quyen s'approche...

Elle essuya doucement les gouttes de sueur qui

perlaient sur le front aimé et resta là à le regarder dormir. Il ne pouvait plus la voir, elle pouvait donc laisser libre cours à sa tendresse. Ses yeux se firent plus brûlants quand elle constatait que, des pieds à la tête, son fiancé portait des traces des engagements de cette mémorable matinée. Sa chemise noire aux manches courtes était déchirée à l'épaule. Il flottait autour de lui une âcre odeur de poudre. Il avait des égratignures aux coudes qui avaient mis sa chair à vif, provoquées par les roches probablement, peut-être même en rampant à sa recherche. Quyen fouilla dans le sac de sa sœur, en sortit un flacon de mercurochrome et en couvrit les égratignures.

Elle n'avait pas terminé que la radio se mit à parler.

Hai Thep cria à la cantonnade :

— Venez tous, venez écouter l'Oncle Ho !

Un cri de joie s'éleva, suivi d'un bruit précipité de pas.

— Debout, debout, Ngan ! fit Quyen dont le cœur battait à tout rompre.

— Qu'y a-t-il ? Qu'y a-t-il ? demanda Ngan en se réveillant en sursaut.

— L'Oncle Ho qui parle à la radio ! Vite !

Ngan se redressa d'un coup et prit son arme. Thuy s'empressa de se jeter à son cou. Quyen sauta à terre et courut vers le bruit de la voix. Ngan, avec Thuy sur son dos, la suivit précipitamment.

Hai Thep porta le transistor vers le coin des blessés accompagné de tous ses camarades. Il s'assit près de Be et de Tham et augmenta le volume. On entendait la voix du Président Ho. Le silence s'établit. Seule résonnait cette voix chaude et claire.

— Au jour de l'an 1961, le Nord est passé par sept ans de restauration économique et de construction du socialisme, le Sud est passé par sept années héroïques d'une âpre lutte. Les impérialistes américains s'évertuent à faire de notre pays une néo-colonie, mais nos compatriotes du Sud refusent l'esclavage. Les impérialistes américains et la clique de leurs valets diémistes ont semé ruines et deuils...

On entendit éclater des sanglots. C'était Su. Quyen qui cherchait à se retenir fit de même. Et bientôt toute la grotte pleura pendant que la voix du Président dominait les sanglots. Chacune de ses paroles pénétrait dans les cœurs, emplissait la grotte de ses échos. On essayait de se retenir pour boire ses paroles, mais chaque phrase provoquait une nouvelle crise de larmes.

Comment pouvaient-ils ne pas pleurer ? Rien que le son de sa voix suffisait à déclencher leurs sanglots. Or, il parlait d'eux juste au moment où dans ce coin perdu de Hon Dat, ils étaient engagés dans un combat des plus acharnés.

La voix du Président retentissait toujours à la radio :

— Les 24 millions de nos compatriotes du Sud se sont levés vaillamment pour combattre les impérialistes américains et leurs valets. Leur lutte bénéficie du ferme appui du Nord et de la sympathie des peuples progressistes du monde entier. Elle remporte victoire sur victoire. Que la population du Nord garde toujours les yeux tournés vers le Sud héroïque, vers ce bastion d'airain de la Patrie !

(à suivre)

L'ESPAGNE FACE AU FASCISME RENOVÉ

TELEFONICA : L'ASSEMBLEE DE LA LUTTE (1)

L'Espagne vient de vivre de très grandes journées de luttes qui ont affecté par secteurs successifs la plus grande partie de la classe ouvrière. La *Compania telefonica nacional de España* est une entreprise privée à forte participation d'Etat, elle détient, comme les PTT en France, le monopole de l'exploitation du réseau téléphonique. Elle est représentative de ces entreprises nouvellement nées à la lutte qui ont révélé une combativité exceptionnelle «qui aurait pu penser un jour que nous étions capables de ça ?» disaient les travailleurs étonnés de leur propre lutte. Jeune, ce mouvement a pourtant affronté les questions déterminantes de la crise du fascisme espagnol.

Derrière les questions «comment lutte ? sur quels objectifs ?» se profilent celles de comment en finir avec le fascisme ? Pour quelle démocratie ? A cela deux réponses, celle des révisionnistes, d'abord qui cherchent à faire valoir la voie du pacte avec l'oligarchie, de la rupture «négociée» et qui doivent donc valoriser les voies légales tout en s'opposant plus ou moins ouvertement à la radicalisation des luttes et à leur généralisation.

Celle des révolutionnaires enfin, qui, s'appuyant sur les aspirations des masses cherchent à mieux les organiser en vue d'un affrontement décisif.

Nuestra señora de la montaña, une petite église de béton dans Moratalaz, quartier neuf et populaire de Madrid, une sacristie quelque peu chahutée, c'est là que se sont enfermés les sanctionnés de la Telefónica dont la

presse parle jour après jour. Sous un bouquet de télégrammes de solidarité, épinglés au mur, les travailleurs, hommes et femmes, m'expliquent leur mouvement.

UNE GREVE BRISÉE

Après une grève de 12 jours, qui a été suivie par toute l'Espagne, 12 jours de manifestations, de popularisation intense, la lutte s'est achevée dans la confusion, laissant en plan 145 travailleurs mis à pied, sous la menace du licenciement.

Les travailleurs avaient élaboré très démocratiquement, en assemblée, un programme revendicatif en 12 points : essentiellement l'annulation de toutes sanctions pour fait de grève (amnistie dans l'entreprise), une augmentation de 7000 pesetas, l'amélioration des conditions de travail que la compagnie impose aux travailleurs en profitant de leur absence de droits. Ce programme reflétait fidèlement les aspirations des travailleurs et la lutte se déroulait dans l'enthousiasme malgré les menaces de militarisation, et l'intransigeance patronale.

C'est alors que le «jurado de empresa» (Cf l'encart ci-joint), majoritairement composé de délégués, membres du PCE avait accepté sa propre dissolution sur ordre de la direction, provoquant ainsi la reprise d'un certain nombre de centres du téléphone. Trois jours plus tard, alors que pour l'essentiel, le mouvement restait solide, le président de la délégation ouvrière au jurado proposait une trêve comme preuve de bonne volonté, à une Assemblée où la direction avait envoyé plusieurs centaines de non-grévistes. S'appuyant sur ce renfort et au terme d'un débat aussi rapide qu'agité, il obtenait un vote «majoritaire» : 500 voix contre 300, plusieurs centaines d'abstentions. Quant aux conditions de «démocratie», il suffit de dire que les voix des centres (centaine de personnes

qui étaient unanimes pour continuer la grève mais qui s'étaient contentées d'envoyer un seul délégué), n'avaient pas plus de poids aux yeux du Jurado que celle d'un jaune ne représentant que lui-même. La plupart des gens était écœurée, certains ne savaient pas pourquoi ils votaient, «j'en ai vu plus d'un pleurer» commente une ouvrière faisant partie des sanctionnés.

«C'est alors que nous avons décidé de nous enfermer ici jusqu'à la réadmission de tous et pour appeler nos camarades à la lutte. Nous avons eu un très bon accueil et jusqu'à présent, c'est la population du quartier qui nous nourrit. Nous recevons tous les jours de nombreux travailleurs de la Telefónica qui veulent lutter et s'interrogent».

Pourquoi fallait-il reculer si la plupart restait ferme, et, d'abord, ceux de Bilbao et de Barcelone ? Ce soir dans l'église de Moratalaz, une assemblée illégale réunira les travailleurs d'une vingtaine de centres pour faire le point et adopter des propositions. L'opinion générale est que, sans lutte, il sera impossible d'obtenir la levée des sanctions. N'est-ce pas parce qu'il ne se sent pas inquiété que le Conseil d'Administration laisse les travailleurs sans réponse ? Et l'on rapporte les paroles d'un administrateur : «La grève est illégale. Si après une action illégale de 12 jours nous ne prenions aucune sanction, il y aurait de quoi nous rire au nez». Mais maintenant, avec les délégués divisés et des travailleurs écœurés, comment remonter le courant ?

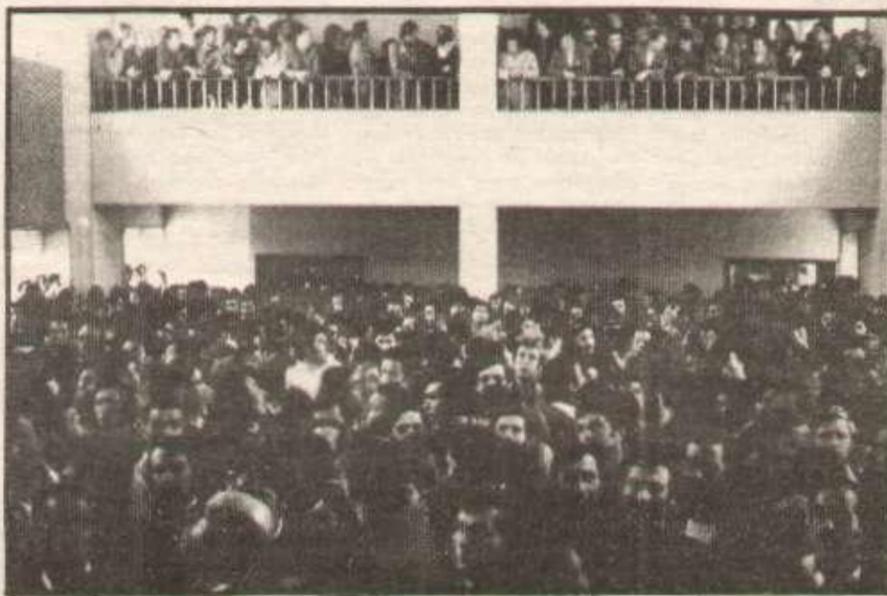
UNE ASSEMBLÉE, SOUS LE FASCISME

Le lendemain, vendredi, se tient une autre assemblée de tous les travailleurs de Telefónica de Madrid, accordée par le syndicat vertical. L'ambiance, plutôt tendue, est marquée par ses interrogations. 700 à 800 personnes peut-être sont massées dans la grande salle de l'école hôtelière, c'est beaucoup, mais pas assez eu égard aux milliers de travailleurs madrilènes de Telefónica. Pendant la grève, on avait pu faire des assemblées de 1200 à 1400 personnes.

A la tribune, le président de l'UTT, un bureaucrate qui a fait toute sa carrière dans le syndicat vertical. Flanqué de son conseil juridique, il se donne une allure plutôt neutre et joue avec persévérance

le rôle de l'homme qui partage les justes revendications des travailleurs et souhaite leur trouver une solution... dans le cadre de la légalité fasciste. A mi-chemin en quelque sorte du syndicaliste jaune, du fonctionnaire et du jésuite.

Mais ses assauts de démagogie ne suffisent pas à ravalier la façade du syndicat vertical. Si l'on accepte sa présidence, c'est par force, avec un brin d'ironie et sans jamais perdre une occasion de lui faire connaître ses sentiments. «J'agirai pour qu'une nouvelle assemblée soit autorisée indique-t-il, mais nous n'aurons peut-être pas de salle assez grande». Anonyme, un cri jaillit du milieu d'un groupe : «Où va



LE SYNDICAT VERTICAL

Selon les lois franquistes, tout Espagnol doit adhérer (et cotiser) à la CNS (Confederación Nacional Sindicalista). Cette organisation «syndicale» d'un type particulier regroupe à la fois les patrons et les ouvriers.

Les salariés élisent leurs délégués (enlaces) au niveau de l'entreprise, ainsi qu'un «Jurado de empresa», qui est l'équivalent de nos comités d'entreprise, avec cette différence qu'il traite en son sein toutes les questions importantes comme la négociation d'une convention.

Les délégués se réunissent ensuite par branches

pour désigner une «Union des Travailleurs et Techniciens» (UTT) au niveau local, provincial, puis national. Le syndicat est formé de la réunion de cette représentation des salariés et de la représentation patronale, à tous les niveaux.

La collaboration de classes est donc inscrite dans les statuts de cette organisation mais cela ne suffit pas aux fascistes. Si, au niveau de chaque entreprise, les luttes des travailleurs ont pu généralement imposer des élections libres, elles sont toujours truquées au niveau local et provincial. En plus du bourrage des urnes, on n'hésitera pas à donner la même représen-

tativité par exemple, à 20 employés qu'à 50 ouvriers. Dans une localité, on utilisera le poids des petites entreprises où les travailleurs sont soumis aux pressions de toutes sortes.

En fait, le syndicat vertical, c'est une énorme machine bureaucratique dirigée par des bonzes inamovibles et chargée de faire accepter leur exploitation aux travailleurs.

Un seul objectif pour les travailleurs d'Espagne : détruire complètement cet appareil de l'Etat fasciste et construire leur syndicat de classe, unique et libre.

l'argent des travailleurs ?». Dans cet apostrophe et l'approbation souriante de l'assemblée, se lit le sort que les masses réservent aux efforts de «réforme» du syndicat vertical.

Comment du reste, oublier la nature

fasciste du régime ? Il n'est pas besoin de chercher beaucoup pour discerner dans la foule les observateurs de la «Policia social», l'allure détachée, ils contemplant les travailleurs qui échan- gent leur point de vue par petits groupes.

ALFREDO OU LA «RUPTURE NEGOCIÉE»

Alfredo Garcia, du parti révisionniste, l'homme de la trêve, ouvre la séance en présentant ce qu'il appellera «l'autocritique» du jurado. Son air contrit montre assez qu'il en a à se faire «pardonner» : «Lors de la dernière assemblée, on n'a pas permis à tous de s'exprimer, moi-même, je m'excuse d'avoir insulté certains. Il est très logique que nous ayons des divergences. Nous devons accepter la critique, comme c'est la tradition du mouvement ouvrier mais certaines accusations calomnieuses ont été portées contre nous et elles doivent être retirées... Notre mouvement ouvrier est un arbre jeune dont il faut prendre soin, sinon nous allons au suicide».

Comment ne pas voir, derrière un tel discours, la pression de la contestation qui touche les révisionnistes, pourtant si influents à la Telefónica. Alfredo accuse le coup mais il sait utiliser le prestige de son parti pour, en se posant en donneur de leçons, faire retomber la responsabilité des échecs sur la jeunesse du mouvement, sa faiblesse, et sur «ceux qui profitent de tout pour diviser».

Aucune réaction dans l'assistance. Il est clair que les travailleurs ne veulent

pas voir renaître une nouvelle dispute, il veulent un débat démocratique sur la question des sanctions et c'est cette urgence qui, à leurs yeux, impose l'unité.

«Ici à la Telefónica, me dira un camarade des commissions ouvrières et membre de l'ORT, le PC dispose d'une grande influence mais, en fait, avant les dernières grèves, personne ne savait ce qu'il était vraiment, il était considéré comme la seule force organisée contre le fascisme, c'est tout. Aujourd'hui, dans la lutte, ce qu'on voit, c'est que là où est le PC, là sont les échecs. C'est positif, mais cela entraîne aussi des réactions «apartidistes». C'est pourquoi, tout en dénonçant l'inconséquence du PC, nous mettons l'accent sur l'unité, sur la démocratie, sur le renforcement de l'organisation des travailleurs».

Comme nous le verrons dans la suite, les manœuvres des représentants du régime et des révisionnistes, au sein de l'assemblée, se heurtent à la volonté des masses d'avoir prise sur leur propre assemblée.